



RAGE:

Onze décès enregistrés en 2021

page 3

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles - Mardi 27 Septembre 2022 - Prix : 15 DA Tirage 2000

CLÔTURE DE LA RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS:

Benabderahmane: « La gestion des affaires locales loin de la bureaucratie »



page 2

Actualité



LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, BRAHIM MERAD :
« Les instructions du Président Tebboune aux walis seront concrétisées dans les meilleurs délais »

CLOTURE DES TRAVAUX DE LA REUNION GOUVERNEMENT-WALIS:
Adoption d'importantes recommandations

RENTREE SCOLAIRE 2022-2023 :
M. Belabed préside une conférence nationale d'évaluation

2

2

3

ETAT DES ETABLISSEMENTS SANITAIRES :

Instructions pour la mise en place d'équipes d'inspection

p3

LE PREMIER MINISTRE, AIMENE BENABDERAHMANE:
**« Gestion des affaires locales loin
 de la bureaucratie »**

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a appelé, dimanche, à ériger les autorités locales en "force de proposition dans les cadres de l'action collective" et à gérer les affaires locales avec une "approche économique loin de la bureaucratie".

Présidant la séance de clôture de la réunion Gouvernement-walis, M. Benabderrahmane a souligné la nécessité de faire des autorités locales, avec à leur tête le wali, "une force de proposition dans les cadres de l'action collective avec la participation de tous les acteurs, à savoir les autorités, les parlementaires, les élus, les opérateurs publics et privés ainsi que la société civile pour assurer de meilleures conditions à même de réaliser une croissance économique et de créer des opportunités d'emploi". Tous ces éléments réunis traduisent "la véritable notion du développement économique local qui vise à renforcer les capacités économiques des collectivités locales et à améliorer les conditions de vie", a-t-il dit. Dans ce contexte, il a appelé les walis à faire la promotion des capacités que recèlent leurs wilayas dans tous les secteurs, à l'instar de l'industrie, des ressources en eau, des énergies renouvelables et des services. Cette approche économique signifie "une programmation efficace selon les priorités définies et les besoins des régions" et "un suivi des projets dès leur inscription jusqu'au parachèvement de la réalisation et au suivi des investissements sur le terrain", ajoute le Premier ministre. Il a en outre insisté sur la poursuite du travail et de l'édification "selon une approche économique réfléchie qui tient compte du caractère social de l'Etat", affirmant que ce caractère demeure pour l'Etat "une ferme conviction à laquelle il ne renoncera point". Dans le même sillage, il a rappelé le soutien continu des pouvoirs publics aux différentes catégories en vue d'améliorer le pouvoir d'achat et d'assurer une vie décente à tous les citoyens, le budget alloué aux transferts sociaux directs et implicites en 2022 s'étant élevé à plus de 5.131 milliards de DA, a-t-il soutenu, soulignant que tout est fait pour que ces subventions soient ciblées. M. Benabderrahmane a indiqué que les défis définis



dans la nouvelle approche du Gouvernement consistent à "assurer la sécurité alimentaire, hydrique et sanitaire". Evoquant les finances locales ayant constitué l'un des axes abordés par la rencontre Gouvernement-walis, le Premier ministre a souligné l'impératif de réformer la fiscalité locale et le système de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), affirmant qu'il s'agit là des priorités du Gouvernement à concrétiser "avant la fin de l'année en cours". "Il sera procédé à la révision des critères régissant la répartition des aides aux communes dans le cadre de ce dispositif", a-t-il précisé. Par ailleurs, Le Premier ministre a indiqué que la rencontre Gouvernement-walis est devenue, grâce au président de la République, "une occasion annuelle pour évaluer et classer les priorités selon les exigences de l'évolution du processus d'édification de l'Algérie nouvelle", qu'il a qualifié de "programme de développement

ambitieux". Le programme du président de la République "n'est pas fortuit, mais fondé sur un diagnostic précis de la réalité et une vision prospective aux objectifs et aux contours clairs, pour l'édification d'une économie forte et diversifiée", ajoute le Premier ministre qui a exhorté par là même, les walis à se mettre au diapason de ce sursaut économique. Quant aux écarts de développement relevés d'une région à l'autre, M. Benabderrahmane a rappelé la mise en place de programmes urgents en vue de prendre en charge cette problématique et éradiquer les formes d'exclusion et de marginalisation, soulignant que le Gouvernement a fait de la réduction des écarts et disparités l'une de ses priorités, "en adoptant une approche globale et intégrée pour réaliser la justice et l'équité entre les régions et élaborer des programmes à dimension socioéconomique, en partenariat avec les Collectivités locales".

CLOTURE DES TRAVAUX DE LA REUNION GOUVERNEMENT-WALIS:
Adoption d'importantes recommandations

Les travaux de la réunion gouvernement-walis ont été clos, dimanche soir, au Palais des nations (Club des pins) à Alger, par l'adoption de plusieurs recommandations en vue d'une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et de l'appui de l'investissement au niveau local. La cérémonie de clôture de cette rencontre, ouverte samedi par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, a été présidée par le Premier ministre M. Aïmene Benabderrahmane, en présence du Conseiller du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires, M. Boualem Boualem.

Les recommandations ont porté notamment sur la nécessité de doter le corps des walis d'un statut dans le but de renforcer leur rôle compte tenu de la complexité de leurs missions et les objectifs stratégiques qui leur sont assignés, et la mise en place d'un système d'information entre la wilaya, la commune, et les opérateurs

économiques et l'administration pour une gestion optimale de l'investissement. Les participants ont aussi recommandé l'implication de la société civile en introduisant la démocratie participative dans la gestion des affaires locales mais aussi dans la généralisation de la culture fiscale. Les travaux de la réunion placée sous le thème "promotion de l'économie nationale et développement local", s'étaient scindés en ateliers, sur "le rôle des collectivités locales dans la relance de l'investissement", "la diversification des ressources financières pour un développement local" et sur "le rôle du wali dans le processus de développement économique local". Il s'agissait, en outre, d'évaluer l'action du gouvernement et la mise en œuvre d'une feuille de route élaborée lors de la précédente rencontre qui avait formulé 182 recommandations relatives à la relance de l'investissement et à l'adaptation des programmes de développement local.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, BRAHIM MERAD :

**« Les instructions du Président Tebboune aux walis seront
 concrétisées dans les meilleurs délais »**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, a assuré dimanche soir que les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux walis seront concrétisées dans les meilleurs délais, en coordination avec l'ensemble des acteurs et intervenants selon un calendrier précis. Dans une allocution au

terme des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, M. Merad a précisé que le "discours d'orientation" prononcé par le président de la République, samedi, à l'ouverture de cette rencontre, "contient des instructions pertinentes au titre de la stratégie de soutien au développement local et de renforcement de la dynamique économique pour en faire un véritable levier du développement

économique", s'engageant à en concrétiser la teneur dans les meilleurs délais "en coordination avec l'ensemble des acteurs et intervenants selon un calendrier précis". Le ministre de l'Intérieur s'est félicité du débat "riche et intense" qui a marqué la rencontre, notant que les ateliers organisés dans ce cadre avaient permis "un échange de vues sur les mécanismes à même de prendre en

charge efficacement les problématiques liées à la promotion de l'économie nationale et au développement local". Les travaux de la réunion placée sous le thème "promotion de l'économie nationale et développement local" étaient scindés en trois ateliers : "le rôle des collectivités locales dans la relance de l'investissement", "la diversification des ressources financières pour un développement

local" et "le rôle du wali dans le processus de développement économique local". Il a également été procédé à l'évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route esquissée lors de la précédente rencontre Gouvernement-walis avec la formulation de 182 recommandations relatives notamment à la relance de l'investissement et à l'adaptation des programmes de développement local.

LOI SUR L'INVESTISSEMENT:

**Installation de toutes
 les structures de soutien
 et d'accompagnement
 dans les prochains jours**

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé dimanche à Alger, qu'il sera procédé dans les tout prochains jours, à l'installation de toutes les structures prévues dans les textes d'application de la nouvelle loi sur l'investissement, promulgués récemment. Présidant la clôture de la réunion Gouvernement-walis, M. Benabderrahmane a indiqué que le Gouvernement «a augmenté la cadence d'amélioration du climat des affaires, notamment à travers la promulgation en bloc de la loi sur l'investissement et de ses textes d'application». Cette étape concrète, ajoute le Premier ministre, «l'engagement de l'Etat quant à la nécessité pour toutes les lois d'être suivies de leurs textes d'application, afin qu'elles ne restent pas lettre morte». «Nous procéderons, dans les tout prochains jours, à l'installation de toutes les structures du dispositif d'investissement prévues dans la nouvelle loi, notamment l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, ses guichets uniques, à savoir le guichet des grands investissements et des investissements étrangers, ainsi que les guichets uniques décentralisés au niveau des wilayas», a fait savoir M. Benabderrahmane. «C'est là une nouvelle vision fondée non seulement sur les incitations fiscales, mais englobant un accompagnement des porteurs de projets dans toutes les étapes de réalisation, comme la mise à disposition de l'offre immobilière, la simplification des procédures, ainsi que la levée de tous les obstacles bureaucratiques», a-t-il ajouté. A cet effet, le Premier ministre a appelé les walis à se mettre au diapason de «cette mutation substantielle» dans le cadre de «l'approche globale adoptée par l'Etat dans l'orientation du foncier industriel vers le véritable investissement productif». M. Benabderrahmane a, en outre, relevé les mesures ayant été prises en matière de facilitation de l'entrepreneuriat, notamment en milieu de jeunes, à travers la réformes des dispositifs de créations des micro-entreprises, le micro-crédit, ainsi que la promulgation de loi du statut de l'auto-entrepreneur, dans l'objectif d'éradiquer les activités parallèles et résorber le chômage.

LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES
 ÉTRANGÈRES, WANG YI:

**«La Chine accueille
 favorablement l'adhésion
 de l'Algérie à la famille des BRICS»**

La Chine accueille favorablement l'adhésion de l'Algérie à la famille des BRICS, a indiqué samedi à New York le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, soulignant que l'Algérie est un «grand pays en développement» et un «représentant des économies émergentes». «La Chine soutient l'Algérie dans son rôle de président tournant de la Ligue arabe et dans la bonne tenue du Sommet arabe et accueille favorablement son adhésion la famille des BRICS», a indiqué M. Wang, cité dimanche par l'agence Chine Nouvelle, à l'issue de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, en marge de la 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
 Edité par EURL société seghir
 de communication
 Adresse : 04, Rue belhandouse
 abdelkader
 tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
 12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
 Rue Larbi Ben M'Hidi
 - BT 08 - 2° étage
**Directrice
 de la publication**
 FATIMA-ZOHRRA
 SEGHIR

Impression : SIA
 Z I el Alia
 Beb Ezzouar -
 Alger
 DIFFUSION:
 eldjazairdoc.com

Le Site :
 www.fr.eddiwan.dz
 Email :
 contact@eddiwan.net
 Tel : 0770 77 03 30
 FAX : 041 33 45 43

Les textes
 et les photographies envoyés
 ou remis à la rédaction ne
 peuvent être rendus ni faire
 l'objet d'aucune réclamation.
 Reproduction interdite
 de tout article sauf accord
 de la direction du journal.

BRAHIM MERAD, MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES: « Le wali est appelé à rentabiliser économiquement le territoire qu'il gouverne »

Se donner tous les moyens pour un impact positif concret et efficace sur la vie quotidienne du citoyen, cela est désormais impérativement le cheval de bataille de tous les walis.

Un corps sur lequel reposent tous les efforts des plus hautes autorités du pays. Une nouvelle vision du rôle et des prérogatives octroyées au wali sont accompagnés par cette notion de l'intelligence territoriale où le premier responsable de la wilaya n'est plus simplement un administrateur et représentant de l'Etat au niveau local, mais bien un véritable manager appelé à rentabiliser économiquement le territoire qu'il gouverne pour le compte de l'Etat, produire des richesses et créer des emplois au profit de ses concitoyens. C'est ce qu'a expliqué, ce lundi, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, invité de l'émission de la chaîne Une de la Radio Algérienne, Le Forum de la Radio. Des déclarations faites au lendemain de la Rencontre Gouvernement-Walis et quelques jours après un mouvement opéré par le président de la République au sein de ce corps. Ceci après aussi l'annonce, hier,



par le premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, que le gouvernement vient de mettre les dernières retouches au statut particulier des walis. Une première depuis l'indépendance. Tel que expliqué par le ministre de l'Intérieur, « le wali sera désormais l'unique premier responsable représentant l'Etat au niveau de la wilaya. Tous les autres res-

ponsables ne seront là que pour lui apporter du soutien ». En clair, ils seront ses subordonnés au service du bien-être du citoyen, tout en travaillant en coordination avec lui dans un même objectif. Libéré des lourdeurs administratives, protégé par la loi à travers le Statut particulier du wali, ce dernier dispose ainsi de toutes les prérogatives pour opérer

sereinement les changements nécessaires pour un décollage économique. Il est en revanche lié à l'Etat par un contrat de performance où il est question de l'obligation de résultats. M. Merad fait remarquer que « le pays, à travers ses vastes territoires, regorge de richesses sous toutes les formes » et que cela doit obligatoirement se traduire sur la vie des citoyens à travers leur exploitation rationnelle. Il précise que le wali est à même de connaître parfaitement les potentialités des territoires et en promouvoir l'attractivité à travers les facilités à l'investissement. D'où toute l'importance de la grande opération du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) que connaît le pays depuis hier. « Il nous faut connaître toutes les potentialités au niveau local », a souligné le ministre, dans le but de tendre progressivement vers une sécurité alimentaire, devenue un enjeu stratégique majeure, notamment dans l'environnement géostratégique actuel.

RENTREE SCOLAIRE 2022-2023 :

M. Belabed préside une conférence nationale d'évaluation

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a présidé, par vidéoconférence, une conférence nationale consacrée au suivi et à l'évaluation de la récente rentrée scolaire, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. M. Belabed "a présidé, samedi soir, une conférence nationale, depuis le siège du ministère par vidéoconférence, à laquelle ont assisté des cadres de l'administration centrale et les directeurs de l'Education, consacrée au suivi et à l'évaluation de la rentrée scolaire 2022/2023 dans chacune des wilayas en détails", précise la même source. Lors de la rencontre, le ministre a affirmé que "les conférences nationales tenues tout au long de la saison estivale, aussi bien par visioconférence qu'en présentiel, sur les préparatifs de la rentrée scolaire, ont permis une bonne maîtrise de la rentrée des classes, en ce sens que tous les indicateurs

sont positifs", note la même source. Il faudra "faire preuve de vigilance et suivre minutieusement ce qui se passe sur le terrain au niveau des wilayas, afin d'assurer une scolarisation de nos enfants dans les meilleures conditions et pouvoir intervenir au moment opportun pour résoudre toute éventuelle situation complexe", a soutenu le ministre. La conférence d'aujourd'hui, précise le communiqué, a été consacrée "au suivi et à l'évaluation des deux premiers jours de la rentrée des classes, au niveau de vingt (20) wilayas, en se penchant sur les détails de cette opération, en attendant de poursuivre la tenue de conférences nationales pour s'enquérir de la situation dans les autres wilayas". "L'accent a également été mis sur l'opération de vente et la disponibilité du livre scolaire, l'encadrement pédagogique et administratif, l'équipement des établissements éduca-

tifs en tablettes, la présentation des repas dans les cantines au premier jour de la rentrée, la couverture des écoles en livre d'anglais destiné aux élèves de troisième année primaire, le taux d'avancement du versement de l'allocation de 5.000 da et d'autres opérations programmées", ajoute la même source. "Il a également été question de certaines situations exceptionnelles qu'ont connues certains établissements, lesquelles ont été prises en charge à temps". Par ailleurs, M. Belabed a indiqué que "l'organisation de telles réunions d'évaluation permet aux directeurs de l'éducation d'échanger leurs expériences notamment en ce qui concerne le traitement des questions similaires", appelant à "la vigilance et à consentir davantage d'efforts pour suivre sur le terrain la situation au niveau des établissements scolaires".

ETAT DES ETABLISSEMENTS SANITAIRES :

Instructions pour la mise en place d'équipes d'inspection

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a instruit, dimanche, à l'effet de la mise en place d'équipes d'inspection chargées de s'enquérir de l'état des établissements sanitaires et de présenter des rapports périodiques, indique un communiqué du ministère. "Lors d'une réunion de coordination avec les cadres du ministère, M. Saihi a donné des instructions aux différentes directions en tête desquelles l'Inspection générale pour la mise en place impérative d'équipes d'inspection chargées de s'enquérir de l'état des établissements sanitaires", selon le communiqué. A ce propos, le ministre a souligné "l'importance de présenter des rapports périodiques à l'inspection générale du ministère sur l'état de toutes les structures réparties à travers le territoire national

notamment en ce qui concerne l'hygiène sanitaire, l'accueil et l'orientation, la disponibilité des médicaments et l'entretien périodiques des appareils et équipements". D'après le communiqué, "M. Saihi a appelé lors de cette réunion à opérer un changement qualitatif et effectif en matière de prestations sanitaires tout en améliorant les conditions de prise en charge des citoyens". Le ministre a exhorté aussi à "l'impératif d'appliquer cette instruction qui sera accompagnée du soutien nécessaire aux directeurs des différents établissements sanitaires, en vue de les orienter selon les axes prévus dans la nouvelle feuille de route du secteur de la santé tout en s'engageant à la réalisations des objectifs définis".

DEVELOPPEMENT LOCAL :

Le rôle du wali souligné

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a mis en avant le rôle central des walis dans la promotion de l'investissement et du développement local, les appelant à suivre les projets d'investissement sur le terrain selon une approche participative, en vue de remédier aux dysfonctionnements existants. Visitant les trois ateliers organisés dans le cadre de la rencontre Gouvernement-walis, tenue samedi et dimanche au Palais des Nations (Alger), M. Benabderrahmane a indiqué que "le wali a trois principaux rôles à jouer, dont le premier consiste en l'accompagnement des investisseurs et la facilitation de toutes les procédures dans le cadre de la nouvelle approche participative qui repose sur l'écoute des élus locaux, des députés et des représentants de la société civile, dans l'objectif de s'enquérir des véritables besoins en matière d'investissement pour la wilaya". Le second rôle du wali, ajoute le Premier ministre, consiste en "la commercialisation des potentialités que recèle sa wilaya", citant à titre d'exemple, "l'importance de promouvoir le tourisme thermal, qui peut devenir un levier parmi les leviers du financement et de la fiscalité locale" au niveau de dix wilayas au minimum. "L'investissement ne se limite pas au secteur de l'industrie, mais en-

globe également les secteurs du tourisme, de l'agriculture, des industries manufacturières, de l'aquaculture et des petites mines", a-t-il expliqué. Quant au 3e rôle, il repose, selon M. Benabderrahmane, sur "le suivi sur le terrain des projets d'investissement, selon une perspective économique, en se souciant de leur mise en œuvre dans les délais impartis et dans le cadre de la structure financière convenue, tout en veillant à créer de l'emploi et de la richesse qui génère des ressources supplémentaires pour les Collectivités locales". Intervenant dans les différents ateliers organisés, le Premier ministre a évoqué les différentes mesures prises par le gouvernement pour soutenir l'investissement, notamment les facilitations d'obtention du foncier. Il a affirmé l'engagement de l'Etat à récupérer le foncier industriel destiné à l'investissement et non exploité pendant six mois, à l'effet de le redistribuer aux investisseurs. Le gouvernement a finalisé la révision de l'ordonnance 04-08 relative au foncier destiné à l'investissement par la mise en place des dernières retouches avant le lancement des agences en charge de sa gestion, a-t-il fait savoir. Il s'agit de l'Agence du foncier industriel, de l'Agence du foncier touristique et de l'Agence du foncier agricole qui

seront chargées des assiettes qui ne sont pas gérées par l'Office national des terres agricoles (ONTA) et l'Office de développement de l'agriculture en terres sahariennes (ODAS). Annonçant l'inauguration dans les prochains jours de l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement et les guichets uniques y afférents, ainsi que le lancement d'une plate-forme numérique d'investissement, M. Benabderrahmane a insisté sur l'adhésion des autorités locales dans le processus adopté par l'Etat pour promouvoir l'investissement en Algérie. Après avoir rappelé les instructions du président de la République sur l'augmentation de la production des céréales, le Premier ministre a également annoncé l'inauguration de la banque des gènes "dans les prochains jours", en prolongement de l'inauguration récemment de la Banque nationale des semences et il s'agit là, a-t-il dit, d'une avancée importante dans la réalisation de la sécurité alimentaire. "Les walis ont l'obligation de suivre la façon par laquelle sont exploitées les terres agricoles sur le terrain et d'accompagner les plans visant l'autosuffisance et la couverture de 80 % des besoins nationaux en produits agricoles d'ici à 2023", a tenu à souligner le Premier ministre.

PROJET DE STATUT PARTICULIER DES WALIS : Le gouvernement a mis en place les dernières retouches

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, dimanche à Alger, que le gouvernement a mis en place les dernières retouches du projet de statut particulier des walis, qui sera soumis prochainement au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Supervisant la clôture des travaux de la réunion gouvernement-walis, le Premier ministre a précisé que «le statut particulier des walis constitue une véritable préoccupation qui doit être prise en considération par l'Etat», indiquant que «le président de la République nous a instruit de se pencher sur cette loi, suite à quoi le gouvernement a mis en place les dernières retouches de ce texte légal que nous allons soumettre au président de la République dans les prochains jours». Cette loi «devrait apporter un véritable appui et un élan qualitatif à l'action des walis sur le terrain», a souhaité M. Benabderrahmane qui a mis en avant le rôle «central» du wali. Il a affirmé que «certaines lacunes enregistrées ont été suppléées grâce à l'initiative du président de la République de rétablir le Conseil exécutif de wilaya sous l'autorité des walis, ce qui permettra aux walis de travailler en toute aisance» étant «le seul pouvoir exécutif dans la wilaya». «Vous avez toutes les prérogatives dans la gestion et la concrétisation du processus de développement» auquel aspire la population, a déclaré le Premier ministre à l'adresse des walis. Dans ce sillage, M. Benabderrahmane a invité à «la conjugaison des efforts de tous, à l'instar des cadres, des élus et de la société civile à œuvrer pour effectuer ce bond», en plus des walis. Incitant, par la même occasion, toutes les parties à effectuer un travail basé sur la loyauté afin de concrétiser l'engagement du Président Tebboune à éradiquer les zones d'ombre avant la fin de l'année, le Premier ministre a souligné la nécessité pour les walis de faire la promotion des atouts touristiques de leurs wilayas, les exploiter de façon optimale et faciliter l'investissement dans ces régions.

RAGE:

Onze décès enregistrés en 2021

Le ministère de la Santé a enregistré 110.000 cas de morsures d'animaux, notamment de chiens, ayant entraîné onze (11) décès par rage en 2021, a indiqué l'épidémiologiste et spécialiste en médecine préventive au ministère, Dr Ali Trad. Dans une déclaration à l'APS, à la veille de la Journée mondiale contre la rage (28 septembre), le responsable a précisé que le ministère avait enregistré, l'année dernière, 110.000 cas de morsures d'animaux, notamment de chiens (90%) et de chats, qui ont entraîné onze (11) décès par rage, majoritairement des enfants. La rage est une maladie contagieuse mortelle causée par un virus qui s'attaque au système nerveux des humains et des mammifères. Ce virus se transmet généralement par la salive d'un animal domestique ou sauvage infecté lors d'une morsure ou par une griffure. Avant l'apparition des symptômes, la personne infectée par le virus de la rage peut être sauvée, mais l'issue est toujours fatale une fois les signes déclarés, d'où l'importance d'agir rapidement. A cette occasion, le spécialiste a fait état de l'élaboration, par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, d'une nouvelle loi portant organisation et codification de la détention et de l'élevage de chiens, qui renforcera, selon lui, le Programme national sectoriel de lutte contre la rage, auquel sont associés les ministères de l'Agriculture et de la Santé, la société civile et les médias. Pour prévenir la rage, l'épidémiologiste a mis l'accent sur la sensibilisation des enfants, notamment dans les écoles, à travers des cours dédiés à cette maladie mortelle expliquant les risques encourus et la conduite à tenir en cas de morsure. Les parents doivent, de leur côté, apprendre à leurs enfants à signaler immédiatement toute morsure ou griffure d'animal pour qu'ils puissent rapidement se faire vacciner dans le centre médical le plus proche et éviter ainsi la mort, a-t-il souligné. Dr Trad a également insisté sur l'importance de la préservation de l'environnement et le respect des horaires de sortie des ordures ménagères pour éviter qu'elles ne s'amoncellent dans les quartiers d'habitation et n'y attirent des animaux errants, principaux réservoirs et vecteurs du virus de la rage. Il a enfin recommandé aux propriétaires d'animaux de compagnie, notamment de chiens et de chats, de les faire vacciner pour les protéger et protéger leur entourage, d'autant que le vaccin est disponible en Algérie, a-t-il dit.

BALANCE COMMERCIALE: Un excédent de plus de 17 milliards de dollars prévu à fin 2022

L'excédent de la balance commerciale devrait dépasser les 17 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, a affirmé dimanche à Alger le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

La balance commerciale a enregistré un excédent de 14 milliards de dollars à la fin août et nous prévoyons un excédent de plus de 17 milliards de dollars à fin 2022", a précisé M. Benabderrahmane dans une allocution prononcée à la clôture de la réunion Gouvernement-walis tenue au Palais des Nations. Selon le Premier ministre, la valeur des exportations hors hydrocarbures a atteint 4,4 milliards de dollars à fin août et devrait atteindre 7 milliards de dollars à la fin 2022. Les réserves de change ont enregistré récemment "une nette augmentation, dépassant le taux prévu", a fait savoir M. Benabderrahmane qui a appelé les rapports internationaux des différentes instances selon lesquels le taux de change de la monnaie nationale affiche une amélioration notable. Au regard de ces indicateurs positifs, "les prémices de la relance économique



commencent à apparaître", a rassuré le Premier ministre qui a affirmé que le programme de "développement ambitieux" initié par le président de

la République se concrétise actuellement en dépit des circonstances difficiles qu'a traversées le pays en raison des répercussions des crises

ayant affecté le monde ces deux dernières années. Il a imputé l'amélioration de la performance de la macroéconomie à "la sagesse du président de la République dans la gestion des affaires de l'Etat à travers la redynamisation des secteurs qui font office de catalyseur de la croissance économique avec comme outils la politique de maîtrise des importations". Le Premier ministre a affirmé que la politique de commerce extérieur adoptée actuellement visait à "réguler et rationaliser les importations et non pas les freiner, contrairement aux allégations de certaines parties malveillantes". Cela favorisera "la protection du produit national pour que nous assoyons un tissu agricole et industriel développé constituant la pierre angulaire d'une économie nationale solide garantissant au pays sa sécurité nationale dans son sens global", a soutenu le Premier ministre.

34.000 t de coke russe pour approvisionner le complexe Sider El Hadjar



Un navire chargé de 34.000 tonnes de coke en provenance de la fédération de Russie et destiné à alimenter le haut fourneau du complexe sidérurgique Sider El-Hadjar vient d'accoster au port d'Annaba, a-t-on indiqué dimanche dans un communiqué du groupe industriel Sider Annaba. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un accord d'approvisionnement conclu entre le complexe Sider El Hadjar d'Annaba et le fournisseur russe Black Rabbit DMCC sous l'égide du groupe algérien Imital en vue de fournir cette matière première nécessaire au fonctionnement du haut fourneau qui représente le nerf du cycle productif de l'usine d'El Hadjar et lui permettre de surmonter les difficultés d'approvisionnement en coke enregistrées sur le marché mondial, a précisé dans le communiqué le directeur des relations publiques du groupe industriel Sider, Hichem Bammoune. La cargaison de coke a été acquise au prix compétitif de 600 dollars la tonne dont le prix a atteint sur le marché mondial 800 dollars, a ajouté le même responsable, précisant qu'une seconde cargaison de 26.000 tonnes de coke du même fournisseur est attendue au port d'Annaba pour les prochaines heures de sorte à porter la quantité totale acquise par le complexe Sider El Hadjar à 60.000 tonnes. M. Bammoune a rappelé qu'une cargaison d'expérimentation de 18.000 tonnes du même fournisseur avait été reçue la mi-août passée par Sider El Hadjar et a été soumise aux tests techniques du Haut fourneau n 2 qui ont confirmé sa conformité aux normes physicochimiques en vigueur. Le directeur des relations publiques du groupe industriel Sider a souligné, dans le communiqué, que "l'opération d'acquisition du coke en un temps record, avec des conditions de facilitation et à un prix compétitif, a permis aux travailleurs du complexe et de son staff gérant de reprendre espoir pour une activité productive stable et continue en cette conjoncture exceptionnelle que connaît le marché des matières premières à l'échelle mondiale".

LOI SUR L'INVESTISSEMENT:

Installation de toutes les structures de soutien et d'accompagnement dans les tout prochains jours

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a affirmé dimanche à Alger, qu'il sera procédé dans les tout prochains jours, à l'installation de toutes les structures prévues dans les textes d'application de la nouvelle loi sur l'investissement, promulgués récemment. Présidant la clôture de la réunion Gouvernement-walis, M. Benabderrahmane a indiqué que le Gouvernement "a augmenté la cadence d'amélioration du climat des affaires, notamment à travers la promulgation en bloc de la loi sur l'investissement et de ses textes

d'application". Cette étape concrétise, ajoute le Premier ministre, "l'engagement de l'Etat quant à la nécessité pour toutes les lois d'être suivies de leurs textes d'application, afin qu'elles ne restent pas lettre morte". "Nous procéderons, dans les tout prochains jours, à l'installation de toutes les structures du dispositif d'investissement prévues dans la nouvelle loi, notamment l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, ses guichets uniques, à savoir le guichet des grands investissements et des investissements étran-

gers, ainsi que les guichets uniques décentralisés au niveau des wilayas", a fait savoir M. Benabderrahmane. "C'est là une nouvelle vision fondée non seulement sur les incitations fiscales, mais englobant un accompagnement des porteurs de projets dans toutes les étapes de réalisation, comme la mise à disposition de l'offre immobilière, la simplification des procédures, ainsi que la levée de tous les obstacles bureaucratiques", a-t-il ajouté. A cet effet, le Premier ministre a appelé les walis à se mettre au diapason de "cette mutation substan-

tielle" dans le cadre de "l'approche globale adoptée par l'Etat dans l'orientation du foncier industriel vers le véritable investissement productif". M. Benabderrahmane a, en outre, relevé les mesures ayant été prises en matière de facilitation de l'entrepreneuriat, notamment en milieu de jeunes, à travers la réformes des dispositifs de créations des micro-entreprises, le micro-crédit, ainsi que la promulgation de loi du statut de l'auto-entrepreneur, dans l'objectif d'éradiquer les activités parallèles et résorber le chômage.

Accélération des actions visant à moderniser le système bancaire et financier

La réalisation des actions du gouvernement pour la modernisation du système bancaire et financier a connu une cadence accélérée entre septembre 2021 et août 2022, selon la déclaration de politique générale du gouvernement dont l'APS a obtenu une copie. Ces actions visent principalement "la consolidation d'un secteur bancaire et financier performant, moderne et accessible, susceptible d'apporter une contribution effective au développement de l'économie nationale", est-il expliqué dans ce document qui sera présenté devant l'Assemblée populaire nationale (APN), en séance plénière, le 3 octobre prochain, par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Il s'agit de la densification du réseau bancaire et des assurances pour un accès aux mêmes prestations sur tout le territoire national. Dans ce sens, le bilan du gouvernement fait état d'une augmentation du nombre d'agences bancaires de 1.646 agences en août 2021 à 1.692 agences en juin 2022. Le réseau des sociétés d'assurance a, de son côté, "fortement évolué" entre 2021 et 2022, avec l'ouverture de 170 agences durant cette période, atteignant ainsi un nombre total de 3.416 agences sur le territoire national. S'agissant du déploiement des banques algériennes à l'étranger, le document souligne que les démarches ont été accélérées depuis septembre 2021 avec notamment la définition des lieux d'implantation et l'accomplissement des formalités d'agrément

auprès des autorités compétentes. Ces démarches concernent l'installation d'une banque publique en France et de filiales de banques publiques dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), notamment au Sénégal, ainsi que d'une banque créée par des banques publiques en Mauritanie. En matière d'amélioration de l'inclusion financière, les efforts ont permis de renforcer le déploiement des produits de la finance islamique avec l'ouverture de 294 guichets, et le développement de l'assurance "Takaful" par la création de 2 sociétés par les assurances et banques et de 5 guichets d'assurance par des compagnies publiques et privées. Le bilan du gouvernement a évoqué, par ailleurs, l'amélioration du dispositif des fonds d'investissement de wilayas à travers l'aménagement des conventions de gestion liant le ministère des finances aux sociétés de gestion des fonds d'investissement de wilayas. Parmi les actions menées par le gouvernement, figurent également la mise en place d'un cadre réglementaire sur le financement participatif par internet "Crowdfunding", la redynamisation de la Bourse d'Alger et la modernisation de ses infrastructures par l'implémentation de nouveaux systèmes d'information des institutions du marché financier au niveau de la Bourse, d'Algérie clearing et de la COSOB. Le gouvernement prépare aussi l'introduction en Bourse de 2 banques publiques, dans le cadre de la contribution du marché financier

dans la mobilisation de l'épargne et le financement de l'économie, selon le même document. En outre, la révision de l'ordonnance relative aux assurances est "en cours de consolidation", avec d'autres projets de lois traitant de certains aspects liés à l'assurance, de telle sorte à élaborer un code des assurances, souligne le bilan ajoutant que la loi relative à la monnaie et au crédit est également en cours de révision.

Le projet de la banque de l'habitat finalisé

Concernant la banque de l'habitat, le gouvernement a finalisé le projet de sa création, par la transformation de la Caisse nationale du logement (CNL) en une institution financière dédiée à l'habitat. "Le dispositif opérationnel a été mis en place de telle sorte que l'institution soit autorisée par le Conseil de la Monnaie et du Crédit avant la fin de l'année 2022", est-indiqué dans la déclaration de politique du gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement a engagé une série d'actions, dans le cadre de la poursuite de l'adaptation du système des finances publiques aux mutations économiques qu'a connues l'Algérie, en vue d'une plus grande transparence, de rigueur budgétaire et d'optimisation de l'utilisation des ressources budgétaires. Ces actions concernent la mise en œuvre du nouveau plan comptable de l'Etat, l'élaboration "à hauteur de 95%" de guides pratiques opérationnels précisant les modalités de déclinaison des principes de la pluri-annualité budgétaire ainsi

que la modernisation des modèles de prévision, dans une optique de rationalisation de la dépense publique. Au titre de la fiscalité, les niveaux de recouvrement ont enregistré une nette amélioration (85% pour l'apurement des restes à recouvrer, 56% pour l'identification de la population fiscale et 50% pour la recherche de l'information fiscale), alors que système d'information "Jibaya'tic" se généralise progressivement (déployé actuellement sur 35 sites). Au titre de l'administration des domaines, les actions menées ont permis notamment la numérisation de plus de 90 % des documents et archives des conservations foncières, dont plus de 24 millions de documents numérisés. Côté douanes, un centre national de l'information et de la documentation douanière a été mis en place, alors que le processus de numérisation des services douaniers se poursuit, souligne le document rappelant que le code des douanes est également en cours de révision. Concernant les finances locales, le gouvernement a engagé une réflexion portant sur la révision des mécanismes de partage et de mutualisation des moyens humains, matériels et financiers des collectivités locales, la refonte du système fiscal et l'instauration de nouvelles règles de gouvernance budgétaire. A noter que la déclaration de politique générale du gouvernement met en évidence les activités et actions réalisées par les différents secteurs durant la période allant de septembre 2021 à août 2022.

Plus de 200 exposants de 11 pays attendus au salon "Mosta Expo"

Plus de 200 exposants nationaux et étrangers prendront part à la 2e édition du salon international de l'agriculture "Mosta Expo" qui se tiendra à Mostaganem du 27 au 29 septembre courant, a-t-on appris dimanche des organisateurs.



Cette manifestation économique vise à créer un espace de communication entre acteurs du secteur, renforcer les échanges et transactions entre participants venus de différentes wilayas du pays et de pays étrangers, notamment dans le domaine technique et de l'innovation, en plus d'exposer les potentialités nationales dans ce domaine et chercher des opportunités de ce créneau dans les marchés mondiaux. Quelque 220 exposants algériens (40 wilayas), d'Italie, de France, du Danemark, de Turquie, des Emirats arabes unis, de Tunisie, d'Inde, de Chine et des Etats-unis d'Amérique prendront part à ce

salon absent depuis l'année dernière en raison de la pandémie du Covid-19, en plus de la Hollande, pays invité d'honneur de cette deuxième édition. Les participants activeront dans les secteurs de la production, de l'élevage du bétail, des machines, des fournitures, du matériel agricole, de l'industrie agro alimentaire, de la transformation, de l'emballage, de la réfrigération, de l'irrigation, de l'énergie, des énergies renouvelables, du transport, de l'exportation, de l'assurance et de la recherche scientifique, ainsi que des instances financières, universitaire et professionnelles et startups, selon la même source. Au programme de cette

manifestation, qui sera abritée par le parc d'attractions et de loisirs "Mosta Land", plusieurs conférences et ateliers de formation sur "Les fermes de l'avenir", "le système d'irrigation intelligent", "la sécheresse et la gestion de l'eau en temps de crise", "l'aquaculture intégrée à l'agriculture", et "la production des semences en Algérie". Les participants débattront également des biotechnologies au service de l'agriculture, de la production laitière en Algérie, l'assurance contre les risques et les changements climatiques, filière oléicole et développement de la production oléicole, ainsi que des dernières innovations et techniques modernes utilisées dans le domaine agricole. Le Salon "Mosta Expo", organisé sous le slogan "le fruit des années soixante d'un travail durable pour parvenir à la sécurité alimentaire", est organisé sous l'égide du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et du wali de Mostaganem, à l'initiative de la Chambre nationale et de wilaya agricoles et la Direction des services agricoles pour valoriser le potentiel du secteur, développer les techniques, trouver des solutions innovantes et ouvrir de nouvelles perspectives devant les professionnels, ont souligné les organisateurs.

CONSTANTINE:

Zighoud, un Héro incarnant la synergie entre l'ALN et le peuple

Des chercheurs spécialistes dans le parcours historique du Chahid Zighoud Youcef (1921-1956) ont à l'unisson affirmé que ce martyr était un modèle qui incarnait la synergie entre l'Armée de libération nationale (ALN) et le peuple, notamment lors des offensives du Nord Constantinois, le 20 août 1955. Dans le cadre de la commémoration du 66ème anniversaire de la mort de ce héros de la Révolution, tombé au champ d'honneur un certain 23 septembre 1956, des enseignants-chercheurs dans la biographie de Zighoud Youcef ont fait savoir que ce vaillant chef de la wilaya II historique (1955-1956) a "réussi brillamment à rassembler formations armées et combattants civils du peuple pour mener l'une des attaques les plus spectaculaires contre l'opresseur, à savoir les offensives du 20 août 1955". Pour Dr Abdallah Boukhekhkhal, enseignant chercheur et ex-recteur de l'université l'Emir Abdelkader de Constantine, Zighoud Youcef disposait de plusieurs avantages et facteurs pour incarner cette "combinaison patriotique". Il commença, une année plutôt, à sceller ce pacte armée-peuple juste après la mort de son idole, le chahid Didouche Mourad, et ce en sillonnant les villages et dechras du Nord Constantinois pour répandre à travers toute la région son plan d'unification et de riposte. Né en 1921 à Condé-Smendou, une commune de l'Est du pays qui porte aujourd'hui son nom, Zighoud Youcef était forgeron, dans sa jeunesse, et entretenait de bonnes relations avec les agriculteurs au profit de qui il fabriquait des outils de travail et se rendait dans de nombreux villages pour les livrer, d'où il a acquis une certaine notoriété et appris les particularités de chaque région, ses routes, ses sentiers et le mode de vie de ses habitants, notant que sa maîtrise de



l'art de la forge lui a permis de fabriquer une clé et de s'évader de la prison d'Annaba (1951). C'était un militant au Parti du peuple algérien (PPA), puis au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) avant de mener les manifestations du 8 mai 1945 dans son village, une expérience qui a fait de lui une personne populaire ayant de l'influence auprès des siens, a indiqué, de son côté, Dr Ahcene Tlilani, enseignant-chercheur à l'université de Skikda, président de la fondation Zighoud Youcef et auteur du scénario d'un film sur ce colonel martyr.

Forger une "génération de fer", objectif principal de Zighoud Youcef

"Forger une génération de fer, qui se conforme aux préceptes de l'islam et fait preuve de sacrifice pour le pays, tel était l'objectif de Zighoud Youcef durant toute sa vie", a révélé, pour sa part, le moudjahid Moussa Boukhemisse, qui était sous le commandement de ce héros national. "Je me

suis engagé à l'âge de 18 ans aux côtés de mes concitoyens civils qui affluaient en nombre suite à l'appel de Zighoud Youcef", a-t-il confié, se rappelant que Si Ahmed mesurait l'attitude de tout un chacun à son observation des obligations religieuses. "L'éloquence avec laquelle Zighoud parlait et le fait qu'il évoquait assez de textes religieux sur le paradis en tant que récompense pour ceux qui défendent leur pays, donnait toujours envie aux moudjahidine de se sacrifier pour la liberté de l'Algérie", a ajouté Moussa Boukhemisse. Quelques jours avant de donner l'assaut des offensives, du Nord constantinois, Zighoud Youcef s'est rendu à la ferme de la famille Boukhekhkhal, située au lieu dit "Kaf Lakhel" (Cité Djebel El Ouahch actuellement au Nord de Constantine) où il rencontrait les feddayins à qui il inculquait le patriotisme et le sens du sacrifice suprême pour que vive l'Algérie libre et indépendante, a encore fait savoir Dr Boukhekhkhal.

TÉBESSA: La bataille d'El Djorf a brisé le siège imposé à de nombreuses régions

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga a affirmé, jeudi depuis Tébessa, que la glorieuse bataille d'El Djorf (22-30 septembre 1955) "a brisé le siège imposé à de nombreuses régions du massif des Aurès et du nord Constantinois". Supervisant la commémoration du 67ème anniversaire de la grande bataille d'El Djorf dans la commune de Stah Guentis, le ministre a déclaré que "cette importante halte historique a représenté un choc pour l'occupant français et provoqué la terreur dans ses rangs, car déjouant les manœuvres et les plans de l'occupant". Et d'ajouter: "La bataille centrale restera gravée dans la mémoire nationale, préservée et évoquée par les générations. C'est une sorte de miracle par ses détails, ses circonstances, sa stratégie militaire et son plan de guerre, surtout au vu de la disproportion des forces entre l'Armée de libération nationale (ALN) et l'occupant français". M.Rebiga a déclaré que "la bataille d'El Djorf a incarné le summum de la cohésion, du dévouement et de l'amour de la patrie et l'apogée du courage qui a ébranlé les rangs de l'occupant et brisé sa fierté sur les rochers de cette montagne, grâce à laquelle des victoires politiques, militaires et de propagande ont été remportées tant à l'intérieur et à l'extérieur". Le ministre a rappelé que la commémoration de cet anniversaire coïncidait cette année avec la rentrée scolaire et le retour des élèves aux bancs de l'école, insistant sur "l'importance de suivre les voies de la persévé-

rance pour remporter le défi du progrès pour notre chère patrie et par loyauté à nos valeureux Chouhada et inculquer les principes de la Révolution du 1er novembre." Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit a appelé les jeunes "à faire preuve de forte volonté, de patience, de conviction et de résistance pour réaliser leur rêve et celui des générations dans l'édification de l'Algérie nouvelle qui demeura pionnière et une force régionale et internationale. L'Algérie traverse des étapes décisives dans le processus de développement national après avoir parachevé l'édification et la réforme de ses nouvelles institutions". A cette occasion, trois moudjahidine parmi les artisans de cette épopée historique ont été honorés. Il s'agit de Messai Lassoud, Nacer Bouabida et Ali Boularas. Le ministre a mis l'accent sur la nécessité "de documenter et recueillir des témoignages sur leur participation à la bataille pour permettre aux chercheurs et étudiants d'en bénéficier". A une question de la presse sur l'officialisation de la célébration de cette journée historique à la demande de la famille révolutionnaire, le ministre a relevé que "l'institution des journées nationales est soumise à une série de conditions", faisant état de l'existence d'une "bonne intention dans ce sens". M.Rebiga poursuit sa visite dans la wilaya de Tébessa par la tenue d'une rencontre avec la famille révolutionnaire au siège de la wilaya pour écouter leur préoccupations.

Atelier sur la diversification des ressources financières pour assurer le développement local

Le troisième atelier organisé dans le cadre de la rencontre gouvernement -wali, qui s'est ouvert samedi à Alger, a été axé sur l'impératif de diversifier les ressources de financement des collectivités locales pour assurer leur développement et répondre efficacement aux attentes des citoyens. Lors de cet atelier intitulé "Les réformes des finances et de la fiscalité locale pour un développement local", les participants ont discuté notamment de la possibilité d'adopter des solutions en matière de développement local, pour s'éloigner graduellement de la prédominance de la dépense publique et renforcer le rôle de l'ensemble des acteurs du territoire et celui des établissements publics locaux dans le financement du développement local. Les responsables et les experts ayant pris part à cet atelier ont fait constater que le développement local s'est basé jusque-là sur l'intervention quasi-exclusive du

budget d'équipement de l'Etat à travers les dotations allouées annuellement sur les programmes PSD (Programmes sectoriels déconcentrés) et PCD (Plan communal de développement), ainsi que sur le Caisse de solidarité et de Garantie des Collectivités Locales (CSGCL). Concernant les objectifs de cet atelier, ils portent essentiellement sur la définition des voies et moyens de la diversification des sources des collectivités locales et d'aboutir au terme de cette rencontre à des solutions concrètes pour parer au déficit financier des wilayas et communes. A ce titre, les participants ont évoqué notamment la possibilité d'une révision du mode de partage de la fiscalité entre l'Etat et les Collectivités locales et l'adoption d'un mode de gestion rénové du patrimoine foncier et immobilier des collectivités, de manière à rationaliser les dépenses et optimiser les revenus.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

ÉTAT DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES: Instructions pour la mise en place d'équipes d'inspection

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a instruit, dimanche, à l'effet de la mise en place d'équipes d'inspection chargées de s'enquérir de l'état des établissements sanitaires et de présenter des rapports périodiques, indique un communiqué du ministère.

Lors d'une réunion de coordination avec les cadres du ministère, M. Saihi a donné des instructions aux différentes directions en tête desquelles l'Inspection générale pour la mise en place impérative d'équipes d'inspection chargées de s'enquérir de l'état des établissements sanitaires", selon le communiqué. A ce propos, le ministre a souligné "l'importance de présenter des rapports périodiques à l'inspection générale du ministère sur l'état de toutes les structures réparties à travers le territoire national notamment en ce qui concerne l'hygiène sanitaire, l'accueil et l'orientation, la disponibilité des médicaments et l'entretien périodiques des appareils et équipements". D'après le communiqué, "M. Saihi a appelé lors de cette réunion à opérer un changement qualitatif et eff-



ectif en matière de prestations sanitaires tout en améliorant les conditions de prise en charge des citoyens". Le ministre a exhorté aussi à "l'im-

pératif d'appliquer cette instruction qui sera accompagnée du soutien nécessaire aux directeurs des différents établissements sanitaires, en vue de

les orienter selon les axes prévus dans la nouvelle feuille de route du secteur de la santé tout en s'engageant à la réalisation des objectifs définis".

La manifestation scientifique "Semaine de la traduction" à Oran

Les travaux de la manifestation scientifique "Semaine de la traduction", organisée par le Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (CRASC) en partenariat avec le Haut conseil de la langue arabe (HCLA), ont été lancés samedi dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la traduction. A l'ouverture de cet événement, le directeur du CRASC, Amar Manaa, a situé l'importance de la traduction en tant que "lien rassembleur" entre les civilisations et les cultures, soulignant que "la traduction permet d'établir de multiples réseaux de langues pour transférer la science, les connaissances et les arts, rapprocher les visions et les idées et soutenir le dialogue des civilisations". Il a indiqué que l'importance de la traduction dans les sciences et les connaissances a permis à la traduction de se frayer une place dans diverses institutions académiques, notant qu'au vu de cette importance, une unité de recherche sur la traduction et la terminologie a été créée au niveau du CRASC. Une des ses tâches étant de traduire la production scientifique et culturelle nationale des langues arabe, amazighe et française vers d'autres. Pour sa part, le président du HCLA, Salah Belaïd, a affirmé, par visioconférence, que la traduction était importante dans la mesure où c'est le "courrier des langues" c'est-à-dire qu'elle est une des portes de la culture, de l'ouver-



ture et de l'intégration, et un moyen de dialogue entre les civilisations. M. Belaïd a appelé les intéressés par la traduction à coopérer avec le Conseil qu'il préside afin de développer la langue arabe, soulignant "qu'un bon développement ne peut être atteint qu'en s'ouvrant sur des expériences de traduction réussies et en investissant dans la traduction automatique utilisant l'intelligence artificielle, les logiciels et les applications de traduction". Pour sa part, la directrice de l'unité de recherche sur la traduction et la terminologie au CRASC, Keltouma Akis, a indiqué que la célébration de la journée mondiale de la traduction, le 30 septembre de chaque année, approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2017, est une reconnaissance

des efforts déployés par les traducteurs pour transmettre les connaissances et les sciences dans différentes langues. Le responsable du département de traduction à l'université de Carthage (Tunisie), Tariq Ibn Othour, le responsable du département de langue anglaise à l'université de Tripoli (Libye), Hamza Al-Thalb et le responsable du département de traduction de l'université de Yarmouk (Jordanie), Ahmed Muhammad Al-Harashseh ont, tour à tour, parlé de l'enseignement de la traduction au niveau de leurs universités et appelé au développement de la formation dans le domaine de la traduction. La cérémonie d'ouverture de cette rencontre a également été marquée par l'intervention de la présidente de l'Union des traducteurs du

Liban, Diane Mortada, et du chef de l'Organisation mondiale pour la créativité à Londres, l'écrivain Wafa Abdel-Razzaq, qui ont mis l'accent sur la nécessité d'unifier les efforts arabes pour traduire la production arabe dans divers domaines scientifiques, cognitifs et créatifs vers d'autres langues. La première journée de cette semaine scientifique a été marquée par la présentation de quatre communications sur la traduction dans le monde arabe et ses défis, par des chercheurs d'Algérie, d'Arabie saoudite, du Liban et d'Égypte. A l'ouverture de la rencontre, il a été annoncé que le CRASC compte signer des accords-cadres de coopération avec les universités de Carthage, de Tripoli et de Yarmouk, ainsi qu'avec l'Union des traducteurs à Beyrouth et l'Organisation mondiale pour la créativité à Londres. Des chercheurs d'Algérie, de Tunisie, d'Arabie saoudite, du Liban, d'Égypte, de Palestine, de Syrie, de Jordanie et de France participent à la Semaine de la traduction, organisée sous le slogan "La traduction nous rassemble" qui s'étalera jusqu'au 30 septembre. Une trentaine de communications sont programmées abondamment, entre autres, les méthodes et mécanismes de recherche en traduction, l'intelligence artificielle, les théories fonctionnelles de la traduction, la traduction de contes pour enfants et la traduction de textes spécialisés.

PRISE EN CHARGE DES MALADES DU CANCER : Améliorer la coordination entre les intervenants

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, jeudi, une délégation de l'Alliance nationale de lutte contre le cancer, conduite par sa coordinatrice, Mme Hamida Kateb, présidente de l'association «El-Amel», avec laquelle il a évoqué les moyens d'améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer. L'audience a permis d'établir les bases d'une

collaboration étroite avec la Fédération nationale de lutte contre le cancer, et de mettre en place les canaux de communication pour une meilleure coordination et un meilleur suivi des différentes actions mises en place par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, en coordination avec le ministère de la Santé, qui convergent toutes vers l'intérêt suprême du patient».

CORONAVIRUS: 4 nouveaux cas et aucun décès ces dernières 24h

Quatre (4) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et quatre guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270641, celui des décès reste inchangé (6879 cas), alors que le nombre total des pa-

tients guéris passe à 182288 cas. Par ailleurs, un (1) patient est actuellement en soins intensifs, souligne la même source, relevant que 46 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT: Les efforts de l'Algérie salués



La représentante du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), Faiza Bendris a salué, jeudi dernier à Alger, les efforts consentis par l'Algérie pour la réduction des décès maternels et néonataux, et l'amélioration de la santé reproductive. Mme Bendris intervenait lors d'une journée d'information organisée par l'UNFPA en coordination avec le ministère de la Santé sur les engagements de l'Algérie à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD25). La représentante de l'UNFPA a affirmé, dans ce cadre, que l'Algérie s'était engagée, à l'instar de nombreux pays, à réduire les décès maternels (DM) et néonataux (DN) évitables d'ici 2030, à moins de 20 DM/100.000 naissances vivantes et à moins de 10 DN/1000 NV, dans le cadre de la réalisation Objectifs de développement durable (ODD). Elle a expliqué, à ce titre, que 70% de cas d'hémorragie chez les femmes enceintes à travers le monde peuvent être évités si les services de santé des Etats venaient à fournir davantage d'efforts. Mme Badia Hadouch, chargée des programmes au Fonds des Nations unies pour la population, a passé en revue, pour sa part, les différentes conférences relatives à l'habitat depuis la création de la Société des

nations à ce jour, relevant que les conférences internationales se sont concentrées sur la nécessité d'intégrer l'élément humain pour réaliser le développement, et insisté sur la prise en compte du développement démographique. Intervenant à l'occasion, Mme Boukhaoui Nassira, sous-directrice au ministère de la Santé, a rappelé les mécanismes mis en place par l'Algérie en vue de l'application et du suivi des recommandations de la Conférence internationale sur la Population et le développement (CIPD) tenue au Caire en 1994. Elle citera, dans ce contexte, la création d'une direction de la Population au niveau du ministre de la Santé, la mise en place d'une commission nationale de la population, et la Commission nationale de la santé reproductive et de la planification familiale. Mme Nadia Djeraoun, sous-directrice au même ministère, a mis en exergue, les réalisations accomplies par l'Algérie en faveur de la santé de la mère et de l'enfant. Ces réalisations ont permis, a-t-elle souligné, la réduction des DM à 48.5/100.000 naissances vivantes en 2019. Ce chiffre est appelé, grâce aux efforts et à l'engagement du Gouvernement à la réalisation des ODD 2030, à reculer 20 DM/100.000 naissances vivantes.

CENTRE ANTICANCÉREUX D'ORAN : Acquisition d'un deuxième accélérateur linéaire

Le centre anticancéreux (CAC) Émir-Abdelkader de Messerghine (Oran) entamera prochainement les démarches pour acquérir un deuxième accélérateur linéaire afin d'assurer la radiothérapie de ses patients, a-t-on appris jeudi du directeur de l'établissement, Kada Baâtouche. «Les démarches administratives pour

l'acquisition d'un premier accélérateur ont été enclenchées en 2018, mais la crise sanitaire de la Covid-19 a retardé le processus», a expliqué M. Baâtouche, ajoutant que le ministère de tutelle a donné son accord pour l'acquisition d'un deuxième équipement sur fonds propres. Le CAC de Messerghine qui accueille des

malades de toute la région ouest et du sud-ouest du pays ne dispose que d'un seul accélérateur linéaire, en panne depuis le 10 août passé. «Les activités de l'entreprise qui assurait la maintenance ont été récemment gelées par décision judiciaire», a indiqué le directeur du CAC, ajoutant que tous les rendez-vous de radiothéra-

pie ont été différés en attendant la réparation de la panne à partir du mois d'octobre ou l'acquisition d'un nouveau dispositif. «Le décalage des rendez-vous de la radiothérapie pourrait avoir des effets très négatifs sur le suivi des malades, notamment après une chimiothérapie», ont estimé les spécialistes.

CANCERS, AFFECTIONS CARDIOVASCULAIRES, DIABÈTE...

Les maladies non transmissibles responsables des trois quarts de la mortalité mondiale

Dans un rapport publié mercredi 21 septembre, l'Organisation mondiale de la santé alerte sur le rôle majeur de la prévention de ces maladies causées par le tabagisme, la mauvaise alimentation, l'alcool, la sédentarité et la pollution.

Elles sont largement « invisibles », selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Maladies cardio-vasculaires, cancers, maladies respiratoires chroniques, diabète, mortalité maternelle, périnatale ou liée à la nutrition, traumatismes... ces maladies non transmissibles sont responsables de 74 % des décès mondiaux. Toutes les 2 secondes, une personne de moins de 70 ans meurt à cause de l'une d'elles, soit un total de 17 millions de morts prématurées chaque année. Mercredi 21 septembre, l'organisation onusienne a publié un rapport sur « la véritable ampleur des maladies non transmissibles et ce qu'il faut faire pour les combattre ». Cette date ne doit rien au hasard : elle coïncide avec la première réunion du groupe mondial des chefs d'Etat et de gouvernement sur ces maladies, à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. Une manière, pour l'ONU, d'alerter sur les enjeux de la prévention. « Depuis la fin des années 1980, les maladies non transmissibles sont devenues la première cause de mortalité à l'échelle mondiale », rappelle Philippe Amouyel, professeur en santé publique à l'université de Lille et au CHU de Lille. Pour autant, ce changement est « lar-



gement passé inaperçu », a relevé Bente Mikkelsen, directrice du département des maladies non transmissibles à l'OMS, lors d'une conférence de presse, le 15 septembre.

Des maladies « évitables »
Les moteurs de ces maladies « sont à la fois sociaux, environnementaux, commerciaux et génétiques. Leur présence est mondiale et malheureusement croissante, a ajouté cette experte

norvégienne. Pourtant, le financement national et international consacré à ces maladies est minime. C'est une tragédie car [elles] sont évitables et gérables grâce à des programmes [de prévention] et à des politiques rentables ».

COVID-19 :

Ce que reproche les enquêteurs de l'Igas aux recherches de Didier Raoult à l'IHU

Dans son rapport définitif, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) pointe divers dysfonctionnements « susceptibles de revêtir une qualification pénale » identifiés dans des recherches de l'IHU de Marseille sur l'hydroxychloroquine. Pressions pour prescrire de la chloroquine, détournement de consentement de patient, falsification, recherches impliquant la personne humaine réalisées en infraction avec le Code de santé publique... La publication dernière du rapport définitif de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur les pratiques de l'IHU de Didier Raoult, notamment à propos du Covid-19, nous en apprend un peu plus sur ce qui est reproché au controversé professeur marseillais et ses équipes. Cela, alors que les ouvertures d'informations judiciaires contre l'IHU se multiplient.

Des consentements en question
Sur les « expérimentations sauvages contre la tuberculose », révélées par Mediapart en octobre dernier, la mission reproche à l'IHU qu'il lui a été rapporté que « souvent [l]e consentement [des patients] étaient recueillis à l'oral, d'où les "ok patient" écrits » sur les fiches. Par ailleurs, ce consentement a concerné des personnes non-francophones, dont la mission n'a aucune certitude que le contenu de l'expérimentation ait été exposé à ceux-ci, et plusieurs mineurs, « contrairement au protocole ». Par ailleurs, les consentements collectés ont été employés « au-delà de la fin d'étude et avec une modification substantielle sans que l'on sache à quoi servent ces consentements », observent les enquêteurs.



Autant « de manquements graves au regard de la réglementation de la recherche clinique », « susceptibles de revêtir une qualification pénale », concluent les auteurs du rapport.

Une étude « truquée » pour favoriser la chloroquine

Le 5 mars 2020, alors que la pandémie débute tout juste, l'IHU obtient une autorisation de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament) pour mettre en œuvre une recherche sur le « traitement des infections respiratoires SARS-Cov2 par l'hydroxychloroquine ». Jusquelà tout va bien. Le professeur Didier Raoult s'en va ensuite vanter les mérites de son traitement, l'expliquant même à Emmanuel Macron. Mais quasiment immédiatement, de nombreuses voix s'élèvent contre les résultats décrits dans la publication Hydroxychloroquine and azithromycin as a treatment of COVID-19 : results of an open-label non-randomized clinical trial. En août 2020, une étude conjointe de chercheurs suisses et français, publiée dans la revue Clinical microbiology and infection, conclut que «

la prescription d'hydroxychloroquine pour traiter le Covid-19 ne réduit pas la mortalité chez les patients hospitalisés et l'augmente même lorsque associée à l'azithromycine ». Et les enquêteurs de l'Igas pourraient bien avoir mis la main sur un des artifices employés pour obtenir un résultat favorable à l'IHU. L'étude sur laquelle se base le professeur Raoult a été menée sur deux cohortes distinctes de patients : une à Nice, en traitement classique, et une à l'IHU de Marseille traité au protocole Raoult. « Alors qu'il était indiqué dans la légende la table qu'un CT \geq 35 est négatif, des résultats de Nice de 38 ou 40 sont transcrits positifs », découvre les auteurs de l'inspection. Autrement dit, on applique un seuil de positivité différencié aux patients traités à base d'hydroxychloroquine afin d'en valoriser l'efficacité. Malgré les demandes de précisions faites, les enquêteurs n'obtiendront aucune réponse de l'IHU à ce propos.

Pressions sur les médecins récalcitrants de l'IHU
Visiblement, tous les médecins de

l'IHU n'adhéraient pas au « protocole Raoult » et cherchaient « toutes les contre-indications possibles à l'hydroxychloroquine », rapporte le document d'après les entretiens menés avec ces derniers. Quoique interdit de prescription par décret en mai 2022, les dirigeants de l'IHU ont poursuivi leur politique de soin à partir d'hydroxychloroquine, quitte à rappeler à l'ordre les récalcitrants. « Merci d'arrêter systématiquement les traitements de l'hypertension artérielle (une contre-indication à l'hydroxychloroquine) pour prescrire HCQ +++. [...] J'attire votre attention sur une certaine dérive que j'ai constatée sur les contre-indications à l'hydroxychloroquine », écrit le 19 mai 2021 le professeur Million (responsable de l'accueil de jour) à ses équipes dans la boucle WhatsApp. Un message qui fait écho à un précédent, datant du mois de décembre. De même, à un médecin qui s'inquiétait de réaliser des prescriptions hors autorisation de mise sur le marché, le même professeur Million, lui a répondu, « c'est l'hôpital qui couvre ». Or, le Code de santé publique indique bien que la « responsabilité du médecin prescripteur » est engagée sur le plan déontologique, civil ou administratif et pénal. Les auteurs du rapport notent enfin qu'il « est quasi impossible aux praticiens de pas appliquer les protocoles IHU ou décisions de responsables sauf à se faire mettre au ban ou à devoir partir sans espoir de carrière professionnelle ». Là aussi, de « telles pratiques sont susceptibles de revêtir une qualification pénale », concluent, une nouvelle fois, les inspecteurs.

VARIOLE SIMIENNE : Le risque de contagion serait « très faible », selon une agence européenne

Le risque de contagion de la variole du singe est « très faible » dans la population en général, mais « élevé » chez les personnes ayant plusieurs partenaires sexuels, a estimé lundi l'agence de l'Union européenne chargée des maladies. « Pour la population en général, la probabilité de contagion est très faible », indique le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) dans sa première évaluation des risques depuis l'apparition inhabituelle de dizaines de cas en Europe et en Amérique du Nord. « Toutefois, la probabilité de transmission du virus en cas de contact proche, par exemple durant des rapports sexuels avec des personnes ayant plusieurs partenaires, est considérée comme élevée », souligne l'agence dans son rapport. La variole du singe se traduit d'abord par une forte fièvre et évolue rapidement en éruption cutanée, avec la formation de croûtes, notamment sur le visage. L'ECDC recommande l'isolement de tous les cas jusqu'à ce que les lésions complètement guéries ». Au total, 85 cas ont été recensés jusqu'ici dans neuf pays de l'UE (France, Belgique, Autriche, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne, Portugal et Suède), selon l'ECDC. Les autorités sanitaires au Danemark ont par ailleurs annoncé un premier cas lundi. La maladie, cousine moins dangereuse de la variole éradiquée depuis une quarantaine d'années, est endémique en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Mais la multiplication des cas hors de la zone de diffusion habituelle inquiète les experts. Des cas ont également déjà été enregistrés au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et en Australie. Outre les relations sexuelles, des contacts de muqueuses ou de plaies infectées, ou encore de grosses gouttelettes transmises lors d'un face-à-face prolongé sont considérés comme des vecteurs possibles, selon l'agence. « Je suis préoccupée par la hausse du nombre de cas signalés de variole du singe dans l'UE et au niveau mondial », a commenté la commissaire européenne à la Santé, Stella Kyriakides, citée dans un communiqué de l'ECDC. « Nous suivons la situation de près, et même si la probabilité d'une contagion à la population générale est faible, la situation évolue », a-t-elle prévenu. Si la plupart des cas sont peu graves, la variole du singe peut l'être chez les jeunes enfants, les femmes enceintes et les personnes immunodéprimées, souligne l'ECDC. L'agence européenne appelle également à la vigilance sur une éventuelle transmission de l'homme à l'animal. « Si une transmission de l'humain à l'animal se produit, et que le virus se diffuse dans la population animale, il y a un risque que la maladie devienne endémique en Europe », souligne-t-elle. **La transmission « peut être stoppée dans les pays non endémiques », selon l'OMS**
« C'est une situation qui peut être contrôlée, particulièrement dans les pays où nous voyons cette épidémie se produire en Europe », a déclaré Maria Van Kerkhove, responsable de la lutte contre la COVID-19 à l'OMS, mais aussi des maladies émergentes et zoonoses. Selon la docteure Van Kerkhove, il y a actuellement « moins de 200 cas confirmés et suspects » dans ces pays non endémiques. « Nous sommes dans une situation où nous pouvons utiliser des outils de santé publique d'identification précoce doublée de l'isolement des cas », a-t-elle souligné, précisant qu'il n'y avait pour l'heure pas de cas grave. Rosamund Lewis, qui est responsable de la variole au programme d'urgence de l'OMS, a souligné que « c'est la première fois que nous voyons des cas dans de nombreux pays en même temps et des personnes [malades] qui n'ont pas voyagé dans les régions endémiques d'Afrique ». Mme Lewis a indiqué qu'on ne savait pas encore si le virus avait muté, mais a souligné que ces orthopoxvirus « ont tendance à être assez stables ». Une grande réunion mondiale avec tous les experts de nombreuses branches doit se tenir la semaine prochaine pour débattre de cette épidémie.

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS : Les participants recommandent la révision du système de solidarité entre les collectivités locales

Les participants au troisième atelier organisé dans le cadre de la rencontre Gouvernement-Walis, clôturée dimanche à Alger, ont recommandé notamment la révision du système de solidarité entre les collectivités locales, en vue de rattraper le retard accusé sur le plan du développement dans certaines régions.

Lors de cet atelier intitulé "Les réformes des finances et de la fiscalité locale pour un développement durable", les participants ont mis en avant l'impératif, dans le contexte économique actuel, de repenser le système de solidarité entre les collectivités locales, en revisitant la gestion de la Caisse de solidarité et de Garantie des Collectivités Locales (CSGL), tout en l'adaptant à la stratégie du gouvernement liée à la priorisation du développement dans certaines régions à promouvoir. Les recommandations du 3e atelier ont, par ailleurs, porté sur la création d'une commission locale, composée de représentants de la direction générale du domaine national (DGDN), de la direction des impôts et des services communaux, et la-



quelle sera chargée de suggérer des procédures pratiques permettant de régulariser les actes des biens communaux et les enregistrer au Rôle général du domaine national. Les responsables ont proposé la modernisation de la gestion des biens à travers l'utilisation d'applications électroniques, afin de passer à une gestion digitale, outre l'élaboration d'un diagnostic régional participatif pour renforcer l'attractivité des régions et favoriser la décentralisation. Figurent également parmi les recommandations, la mise en service de la nouvelle nomenclature des activités financières et comptables des communes, qui date de 1971, ou encore la révision et l'actualisation du guide des transactions financières et comptables du budget de la wilaya.

DJAMAÂ EL DJAZAÏR: Installation du comité de suivi des préparatifs d'occupation des entités intégrées



Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a supervisé dimanche, l'installation du comité de suivi des préparatifs d'occupation des entités intégrées de Djamaâ El Djaïr, lequel sera chargé d'assurer la fonctionnalité et la disponibilité de ces entités, selon le communiqué du ministère. Djamaâ El Djaïr comprendra cinq (05) entités intégrées, mises en place en vertu de décrets exécutifs par le 20 avril 2022 dans le Journal officiel numéro 28. Il s'agit de l'École nationale supérieure des sciences islamiques (Dar El Coran), du Centre de recherche en sciences religieuses et dialogue des civilisations, de la Bibliothèque, du musée public national "Musée de la civilisation islamique en Algérie" et du Centre culturel islamique.

APPLICATION «ALLÔ CHORTA» : Engouement des citoyens

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) lance une application mobile en faveur du grand public pour partager des vidéos ou des photos avec les agents de police sur des comportements répressibles ou qui portent atteinte à l'ordre public. L'application mobile «Allô Chorta» vise l'implication des citoyens dans la lutte contre le crime. Les services de police ont en fait relancé cette application mise en œuvre il y a quelques années. Un rappel aux populations pour signaler en temps réel tout crime à la police, qui interviendra efficacement pour protéger les personnes et les biens. Les citoyens peuvent transmettre des vidéos et des photos, par exemple les accidents de la route, les comportements criminels ou les bagarres avec armes blanches. Au bout, la banque de traitement des données de la DGSN reçoit ce flux d'informations et oriente l'action de la police. En outre, la DGSN fait savoir que «Allô Chorta» peut être téléchargée sur le site Web de la DGSN et ses pages sur les réseaux sociaux, mais également sur Google Play. Optant pour ce mode de contact avec la population qui sera à travers cette application un acteur important dans la sécurité des personnes et de leurs biens, les jeunes surtout ne se font pas prier. Dans un train de banlieue d'Alger, un groupe d'étudiants échangent à propos de ce nouveau moyen de communication avec les services de police. «J'ai vu l'annonce sur une chaîne de l'Eptv. Dans ce spot publicitaire réalisé par la DGSN, il est expliqué dans le détail la procédure à suivre pour la télécharger et comment l'utiliser. C'est une bonne initiative», confie Nafaa, tout en leur expliquant à quoi sert l'application. Son copain, Messaoud, assis en face de lui, se montre très curieux et avide de détails. «Je vais la télécharger à l'instant. Elle est vraiment un outil important pour dénoncer certaines situations que nous vivons au quotidien. Par exemple, je prends le train chaque jour et je suis effaré quand des jeunes profitent des bousculades à l'arrivée des trains pour faire leurs sales besognes. Ils piquent les portables et les bijoux et ciblent essentiellement les filles», regrette l'étudiant, très enthousiaste à l'idée que ces personnes malveillantes soient neutralisées par la police. Pour lui et ses amis, c'est un acte citoyen à encourager. «Un petit ménage s'impose. Nous voyageons dans la crainte d'être victime d'un vol ou d'une agression. C'est intolérable!», s'offusque-t-il.

L'APN participe au Caire au 33e Congrès international du Conseil supérieur des affaires islamiques

L'Assemblée populaire nationale (APN) participe aux travaux du 33e Congrès international du Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI), qui se tiendra au Caire les 24 et 25 septembre, sous le thème: "Ijtihad (jurisprudence), un impératif de l'heure: ses formes, ses règles et ses hommes", a indiqué, jeudi, un communiqué de la chambre basse du parlement. Les participants à ce Congrès devront

examiner quatre principaux axes, à savoir "l'Ijtihad, une nécessité impérieuse de l'heure, la formes et règles de l'Ijtihad, les personnes chargées de la jurisprudence et leur formation, des exemples d'Ijtihad institutionnelle", a précisé le communiqué de l'APN qui sera représentée dans cet événement par le député Mohamed Khouane, membre du Parlement arabe. Le Congrès constituera également une occasion pour pré-

senter "des cas nécessitant l'Ijtihad dans les domaines économique, médical, vétérinaire, environnemental et autres, tels que les transactions en monnaies virtuelles, ainsi que l'atteinte à l'environnement". Des ministres, ulémas et penseurs de différents pays arabes et islamiques prendront part au 33e Congrès international du Conseil supérieur des affaires islamiques, indique le communiqué.

Guide parental de la sécurité des smartphones, pour vous et vos enfants

Depuis la pandémie de COVID-19 et leur usage accentué des outils informatiques, la plupart des enfants ont été exposés à des risques qu'ils ne connaissaient pas: cybermenaces sur Internet, cyberintimidation sur les réseaux sociaux, tentatives d'escroqueries ou messages de prédateurs. Voici quelques conseils pratiques à suivre pour sécuriser leur usage des smartphones: • Sacralisez les mots de passe: Commençons par le B-A BA, les mots de passe sécurisés constituent la première ligne de défense qui empêchera quiconque, et surtout les personnes peu recommandables, d'accéder aux précieuses données stockées dans les différentes applications qu'ils utilisent. Privilégiez des phrases de passe, elles sont plus fortes et sûres qu'un simple mot de passe. Cependant, la quantité d'identifiants nécessaires est importante, envisagez d'utiliser un gestionnaire de mots de passe, ceux-ci rendent la création des mots de passe très faciles. • Verrouillez son écran: Si les mots de passe empêchent des personnes inconnues d'accéder à vos appareils, le verrouillage de l'écran est une sécurité préalable. Il s'agit d'un processus que vous devriez immédiatement expliquer à votre enfant lorsqu'il obtient son premier smartphone. Il existe de multiples choix de verrouillage d'écran, allant des codes à chiffres jusqu'à la reconnaissance biométrique. Si vous optez pour la première option, il est conseillé de créer un code fort. • Installez une solution de sécurité: L'étape suivante consiste à sécuriser

le smartphone de vos enfants à l'aide d'une solution de sécurité. Celle-ci peut les protéger contre la plupart des menaces qu'ils peuvent rencontrer en ligne, notamment les liens douteux qui pourraient les rediriger vers un site web malveillant susceptible d'infecter leurs appareils. Les enfants ont tendance à être particulièrement vulnérables, c'est pourquoi un logiciel de sécurité peut vous aider à avoir l'esprit tranquille en sachant que vos enfants sont protégés. • Utilisez le logiciel «Localiser mon appareil»: Les enfants ont tendance à être négligents avec leurs affaires. Ils peuvent égarer leurs smartphones ou les laisser traîner. Il est donc préférable d'activer l'option Localiser mon appareil. Les deux principaux systèmes d'exploitation pour smartphones – Android et iOS – offrent leurs propres solutions et certains fabricants de smartphones proposent même leur propre version de ces applications. Quelle que soit l'option choisie, assurez-vous qu'elle est opérationnelle avant de remettre le téléphone à votre enfant. • Configurez un contrôle parental: Les attitudes à l'égard du contrôle parental varient d'une famille à l'autre. Entre les parents qui tendent à voir une réalité toute rose et ceux jugeant que «Internet est sombre et plein de terreurs». La réalité se trouve certainement entre les deux. Le contrôle parental peut alors être un outil pratique pour donner aux enfants suffisamment de liberté pour utiliser leurs smartphones tout en permettant aux parents de fixer des limites saines tout



en leur apprenant à naviguer en toute sécurité sur internet. • Prenez le temps de l'éducation et la sensibilisation: Si vous voulez leur inculquer de bonnes habitudes en matière de cybersécurité, il est préférable de les accompagner, qu'il s'agisse de la configuration de l'écran de verrouillage, de la recherche commune de mots de passe. Dans cette optique, n'hésitez pas à discuter des différents aspects des médias sociaux et des dangers auxquels ils pourraient y être confrontés. Vous pouvez commencer leur initiation aux médias sociaux à proprement parler en débutant sur l'un des réseaux sociaux spécifiquement conçus pour les enfants. Si, à première vue, certains de ces conseils vous semblent évidents, les solutions les plus simples sont souvent celles qui sont le plus négligées. En résumé, en suivant ces conseils, vous sécuriserez les appareils de vos enfants et contribuerez à leur inculquer de bonnes habitudes en matière de cybersécurité, qui les aideront à mener une vie plus sûre et, espérons-le, plus privée.

NOUVELLE VERSION DE L'ATLAS MONDIAL DES LANGUES DE L'UNESCO : L'Algérie au rendez-vous

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a souligné, jeudi, à Bejaia, que l'enquête sur les données linguistiques inhérentes au profil de l'Algérie dans la nouvelle édition de l'Atlas mondial est quasiment achevée et sa copie sera remise dans les délais impartis. «Le travail est quasiment fini, et nous avons bon espoir d'en remettre la copie avant la date du 13 décembre prochain, fixée par l'Unesco», a affirmé M. Assad à l'ouverture d'une rencontre dédiée aux chercheurs qui ont conduit les enquêtes ainsi qu'aux populations visées, «sollicitées pour expliquer par elles-mêmes les conditions de pratique de leurs locutions locales et les conditions de leur remise en vitalité», a-t-il dit. Le premier responsable du HCA a tenu également à rassurer que «Tamazight est bien prise en charge et n'est pas concernée par les risques de mise en péril qui guettent certaines langues à travers le monde», rappelant les efforts entrepris en matière d'enseignement, de recherche, de productions littéraires et scientifique ou d'édition et de diffusion. «Nous avons fait un pas de géant depuis les années 1990, mais surtout depuis son officialisation comme langue nationale et officielle», s'est-il réjoui.

Un investisseur accuse Elon Musk d'avoir manipulé le cours du dogecoin et lui réclame 258 milliards de dollars

Un particulier a porté plainte à New York et espère pouvoir constituer une class action. To the moon! Ou plutôt à la cave. Un investisseur ayant perdu de l'argent en pariant sur le dogecoin, une cryptomonnaie à l'origine parodique gonflée notamment par l'intérêt d'Elon Musk, a déposé jeudi une plainte réclamant 258 milliards de dollars au multi-millionnaire et à ses entreprises Tesla et SpaceX. Keith Johnson se décrit comme un «citoyen américain s'étant fait escroquer par une fraude pyramidale autour du dogecoin montée par les accusés». Il demande à ce que sa plainte, déposée auprès d'un tribunal new-yorkais, soit classifiée en recours collectif au nom d'investisseurs ayant encaissé des pertes en pariant sur le dogecoin depuis 2019. Depuis qu'Elon Musk a commencé à promouvoir la devise virtuelle cette année-là, les personnes y ayant investi de l'argent ont perdu environ 86 milliards de dollars, estime-t-il. Il réclame le remboursement de cette somme et le double en dommages, soit 172 milliards.

Divisé par 10 depuis «Saturday Night Live»

Créé en 2013, le dogecoin était une réponse ironique aux deux phénomènes internet de l'année: les cryptomonnaies, qui se multipliaient dans le sillage du bitcoin, et les montages d'une photo de chien de race Shiba Inu très reprise sur internet. Le prix du dogecoin a évolué à moins d'un cent pendant la majorité de son histoire. Mais dopé par une certaine



frénésie d'achats autour de valeurs improbables début 2021 ainsi que par les multiples messages louangeurs d'Elon Musk sur Twitter, le dogecoin s'est envolé jusqu'à plus de 70 cents en mai 2021. Avant de commencer à reculer peu après la diffusion d'une émission satirique dans laquelle Elon Musk a qualifié dans un sketch de Saturday Night Live la devise virtuelle «d'arnaque». Il évoluait jeudi à moins de 6 cents, alors que le marché crypto a subi une énorme correction, entraînée par la baisse du bitcoin. Keith Johnson estime qu'Elon Musk a «gonflé le prix,

la capitalisation et les volumes d'échanges» de la cryptomonnaie en en faisant la publicité. Il retranscrit dans sa plainte les nombreux tweets diffusés sur le compte de l'homme le plus riche au monde, qui compte plus de 98 millions d'abonnés, dont un promettant d'emmener «littéralement un dogecoin sur la Lune».

Une fraude pyramidale, selon le plaignant

Il inclut aussi deux entreprises dirigées par l'entrepreneur: le fabricant de véhicules électriques Tesla pour avoir accepté le dogecoin comme moyen de paiement pour certains

produits dérivés, et la société spatiale SpaceX pour avoir baptisé un de ses satellites d'après le dogecoin. Keith Johnson assimile le dogecoin à une fraude pyramidale, dans la mesure où, selon la plainte, la devise virtuelle n'a aucune valeur intrinsèque, ne produit rien, ne repose sur aucun actif tangible, et que le nombre de «pièces» en circulation est illimitée. Les plaintes d'investisseurs s'estimant floués par les promesses des devises virtuelles se multiplient actuellement aux Etats-Unis sans aucune garantie sur leur aboutissement.

TECHNOLOGIES:

Spécialiste du streaming vidéo, Broadpeak entre en Bourse pour voir plus grand



L'entreprise rennaise commercialise ses solutions auprès de 125 clients, parmi lesquels des poids lourds comme Orange, Bouygues Telecom, Telecom Italia ou HBO. Le nom de la société est inconnu du grand public. En une dizaine d'années, Broadpeak s'est pourtant fait un nom sur le marché du streaming vidéo. Implantée à Cesson-Sévigné près de Rennes, elle commercialise ses solutions auprès de 125 clients. Et pas des moindres puisque Broadpeak collabore avec des poids lourds du secteur comme Orange, Bouygues Telecom, Deutsche Telekom ou Dazn, sorte de «Netflix du sport». «Cela représente un parc de 200 millions de téléspectateurs dans une cinquantaine de pays», souligne son PDG Jacques Le Mancq. Les abonnés de Telecom Italia bénéficient

ainsi de la technologie développée par la société bretonne pour suivre en direct les rencontres de football de Serie A. Idem en Amérique du Sud et en Amérique où Broadpeak fournit des géants du divertissement ou de la téléphonie comme HBO ou l'opérateur Claro. «On met tout en œuvre pour améliorer la qualité et la rapidité du streaming vidéo», indique Jacques Le Mancq, un ancien cadre de chez Technicolor qui a monté Broadpeak avec cinq associés.

Elle vise 100 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2026

Avec l'explosion du streaming vidéo et la multiplication des plateformes, les affaires sont florissantes pour l'entreprise rennaise qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 33 millions d'euros, avec

une croissance annuelle moyenne de 40 % depuis 2015. Elle se prépare désormais à franchir un nouveau cap avec une entrée en Bourse (Euronext Growth) qui sera effective à compter du 13 juin. «Cela doit nous permettre de gagner en notoriété et en visibilité et de lever 20 millions d'euros pour conforter notre avance technologique», souligne le PDG. Si le succès est au rendez-vous, il espère rapidement tripler le chiffre d'affaires de sa société et atteindre le cap des 100 millions à l'horizon 2026. En plein développement, Broadpeak, qui emploie 241 salariés, prévoit d'ailleurs des recrutements pour renforcer les équipes de son siège à Cesson-Sévigné. Elle recherche principalement des profils d'ingénieurs ou de développeurs.

USA:
45,6 milliards de dollars d'allocations chômage détournés pendant la pandémie



Plus de 45 milliards de dollars d'allocations chômage auraient été détournés aux Etats-Unis pendant la pandémie, lorsque ces aides avaient été élargies face aux licenciements massifs, selon une nouvelle estimation, en hausse, des services de surveillance du ministère du Travail. Entre mars 2020 et avril 2022, 45,6 milliards de dollars d'allocations chômage ont été frauduleusement perçus, selon un rapport publié jeudi par l'inspecteur général du ministère américain au Travail. Ce sont 30 milliards de dollars de plus que l'estimation précédente, publiée en juin. Et plus de 1 000 personnes ont à ce jour été inculpées pour leur implication dans ces fraudes. Ces données chiffrées «soulignent l'ampleur de ce problème», a déclaré l'inspecteur général, Larry Turner, dans un communiqué, évoquant «des niveaux historiques de fraude et d'autres paiements abusifs». La pandémie de Covid-19 avait frappé l'économie américaine en mars 2020, et, en deux mois, plus de 20 millions d'emplois avaient été détruits. Le gouvernement fédéral avait alors ouvert les vannes des allocations chômage, augmentant les montants et la durée de versement, et élargissant le spectre des bénéficiaires. «En cinq mois, plus de 57 millions de personnes se sont inscrites au chômage», a précisé le bureau de l'inspecteur général. Cet afflux de demandes a cependant créé une brèche pour les fraudeurs, alors que les Etats, chargés de verser les allocations chômage, peinaient à faire face à «l'augmentation substantielle du volume des demandes d'assurance chômage et à déterminer que les prestations étaient versées à la bonne personne et au bon montant», est-il précisé. Les fraudeurs ont notamment détourné ces fonds en demandant des allocations dans plusieurs Etats, ou en usurpant les identités de personnes décédées ou de prisonniers. Les services du ministère n'ont «pas pris suffisamment de mesures pour mettre en œuvre» les recommandations émises dans diverses mises en garde, selon le rapport. Les responsables de l'époque ont reconnu que certains programmes pouvaient présenter des risques, mais ont insisté sur la nécessité de verser rapidement l'aide. Les services du chômage avaient été, à cause de la Covid, complètement dépassés par le nombre inédit d'inscriptions, mettant en lumière un sous-investissement de longue date. Les images d'hommes et de femmes patientant pendant des heures dans leur voiture pour pouvoir s'inscrire, avaient marqué les esprits. De même que les témoignages de ceux qui attendaient des semaines une réponse ou un versement, et se trouvaient dans l'impossibilité de payer leur loyer ou assurer leurs dépenses quotidiennes.

OMC : L'Inde tire à vue sur le projet d'accord sur la pêche à l'OMC



Le ministre du Commerce indien a jugé mardi «inacceptable» le projet d'accord sur les subventions favorisant la surpêche qui est négocié cette semaine par les ministres des 164 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce, hostile à toute mesure contraignante avant 25 ans. «La période de transition de 25 ans demandée par l'Inde n'est pas conçue comme une dérogation permanente, elle est indispensable pour nous et pour d'autres pays qui comme nous pêchent dans des eaux proches des côtes», a déclaré Piyush Goyal, pendant les discussions. «Si la période de transition de 25 ans n'est pas acceptée, il nous sera impossible de finaliser les négociations», a-t-il dit. Il a souligné que les subventions accordées par l'Inde à ses pêcheurs étaient «parmi les plus faibles» au monde, et affirmé que le projet d'accord sur la table reflétait avant tout «la préoccupation d'un petit nombre de pêcheurs» qui surexploite les ressources halieutiques. «C'est totalement inacceptable! Et c'est la raison pour laquelle l'Inde s'oppose au texte actuel».

GUERRE EN UKRAINE : Istanbul, la porte de sortie des Russes qui fuient la mobilisation

Depuis le discours de Vladimir Poutine annonçant, mercredi, une « mobilisation partielle », des hommes arrivent par milliers dans les aéroports de Turquie. Mais ils ne sont pas au bout de leurs peines.

Échapper à la « mobilisation partielle » décrétée par Vladimir Poutine est l'urgence du moment pour beaucoup d'hommes russes, qui, seuls ou en famille, avec bagages ou sans, arrivent par milliers ces jours-ci dans les aéroports de Turquie, l'une des rares destinations étrangères, avec la Serbie, la Géorgie et l'Arménie, restées ouverte aux voyageurs russes, sans obligation de visa. Vendredi 23 septembre, à l'aéroport d'Istanbul, sur la rive européenne du Bosphore, les passagers du vol Turkish Airlines 414 en provenance de Moscou ont l'air tendu. Les visages sont fermés, les langues ne se délient pas facilement. « Tourizm », répond laconiquement un jeune homme à casquette lorsqu'on lui demande si son arrivée en Turquie est liée à l'annonce de la mobilisation. « J'avais pris mon billet avant l'annonce, je me doutais que ça allait venir », concède un autre passager. Derrière lui, un homme et



son fils adolescent se refusent à échanger le moindre mot. « On n'en a rien à faire de vos questions... » Dans la file des taxis, un homme et une femme, la trentaine, pianotent fébrilement sur leur portable. « Mon frère doit sauter dans un avion, combien de fois faut-il l'alerter ! Partir ne sera bientôt plus possible, ils vont fermer les frontières », s'exclame l'homme dans un russe teinté d'émotion. Depuis le discours de Poutine annonçant la mobilisation, mercredi, Istanbul est devenu la porte de sortie privilégiée de milliers de Russes, des hommes surtout, rattrapés par une guerre qu'ils ne voulaient pas voir.

Vols pris d'assaut

Comparés à ceux de leurs compatriotes arrivés en février ou en mars, soit au tout début de l'invasion russe, qui étaient pour la plupart des opposants déclarés au régime de Poutine, les nouveaux arrivants sont plus timorés, nettement moins politisés. Matériellement, ils sont plus aisés.

Erdogan annonce que la Turquie veut rejoindre l'OCS, une première pour un membre de l'Otan

Au lendemain d'un voyage à Samarcande, en Ouzbékistan, où il assistait au sommet de l'Organisation de la coopération de Shanghai, le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que son pays souhaitait rejoindre cette organisation qui se présente comme une alternative à l'Occident. Depuis 2013, la Turquie est « partenaire de dialogue » de l'Organisation de la coopération de

Shanghai (OCS), instituée en 2001 par la Chine, la Russie et quatre États d'Asie centrale, rejoints ensuite par l'Inde, le Pakistan et l'Iran. Recep Tayyip Erdogan affirme désormais que « l'objectif » de la Turquie est l'adhésion à l'OCS. Jamais le chef de l'État turc n'avait été aussi clair sur ses intentions vis-à-vis d'une organisation qui se présente comme un contrepoids à l'influence occidentale

et ses institutions comme l'Otan, dont la Turquie est membre. Cette annonce illustre la façon dont Recep Tayyip Erdogan envisage les relations internationales. Pour le président turc, il n'y a pas de pays « amis » ou « ennemis », d'alliances permanentes ou concurrentes – au sens où l'appartenance à l'une empêcherait de rejoindre l'autre. Recep Tayyip Erdogan raisonne uniquement en

termes d'intérêts, dans ses relations avec l'Occident ou, par exemple, avec la Russie. Mais au-delà de sa politique étrangère, cette annonce illustre aussi la politique intérieure de Recep Tayyip Erdogan, qui n'a donc aucun problème à voir la Turquie rejoindre une organisation de pays majoritairement peu soucieux des droits de l'homme et des règles démocratiques.

L'ITALIE VOTE:

Des législatives inédites et à haut risque

Les derniers sondages la donnent favorite. Giorgia Meloni, 45 ans, dirigeante du parti d'extrême droite italien Fratelli d'Italia, Frères d'Italie, pourrait devenir la prochaine Première ministre italienne si sa formation arrive en tête des élections législatives anticipées qui auront lieu aujourd'hui dimanche.

Son parti est intégré à une coalition des droites, avec la Ligue, la formation anti-européenne dirigée par Matteo Salvini, et Forza Italia, le mouvement conservateur créé par l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi. Giorgia Meloni décrit elle-même son parti comme une formation « conservatrice », pour qui les questions de « liberté individuelle », de « famille » et « d'identité nationale » sont centrales. Elle fait campagne sous la devise « Dieu, patrie et famille ». « Oui aux familles naturelles, non au lobby LGBT ! Oui à l'identité sexuelle, non à l'idéologie du genre ! », a-t-elle déclaré lors d'un discours en



juin dernier. La candidate a aussi affirmé être contre l'adoption d'enfant par des couples homosexuels. L'avortement a aussi fait l'objet de

vifs débats lors de la campagne électorale après que Giorgia Meloni a affirmé vouloir offrir un choix aux femmes hésitant à avorter.

IRAN :

Au moins 35 morts après plus d'une semaine de manifestations

Depuis plus d'une semaine, des manifestations ont lieu en Iran pour protester contre le décès de Mahsa Amini. Au moins 35 personnes ont été tuées dans les violentes manifestations déclenchées en Iran depuis plus d'une semaine après la mort d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs, a indiqué samedi un média d'Etat. Mahsa Amini, âgée de 22 ans, a été arrêtée le 13 septembre à Téhéran pour « port de vêtements inappropriés » par la police chargée de faire respecter le strict code vestimentaire de la République isla-

mique. Elle est décédée trois jours plus tard à l'hôpital, et sa mort a entraîné des manifestations nocturnes dans les principales villes d'Iran, dont la capitale Téhéran. « La télévision d'Etat a annoncé vendredi soir que le nombre de personnes décédées lors des récentes émeutes dans le pays est passé à 35 personnes », a déclaré Borna News, l'agence de presse liée au ministère iranien des Sports. Jeudi, la télévision d'Etat avait fait état de la mort de 17 personnes lors de ces manifestations, alors que les autorités démentent toute implication

dans ces violences. Dans la République islamique, les femmes doivent se couvrir les cheveux et n'ont pas le droit de porter des manteaux courts ou serrés ou des jeans troués.

Le ministre de l'Intérieur iranien nie toutes formes de violences
Vendredi soir, le ministre de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, a de nouveau affirmé que Mahsa Amini n'avait pas été battue par les forces de l'ordre. « Des rapports des organes de surveillance ont été reçus, des témoins ont été interrogés, des vidéos ont été examinées, des avis

médico-légaux ont été obtenus et il a été constaté qu'il n'y avait pas eu de coups » assénés à la jeune femme, a indiqué à la télévision M. Vahidi, cité par les médias locaux. Selon lui, le gouvernement iranien enquête « sur la cause de la mort de Mahsa Amini (mais) il faut attendre l'avis définitif du médecin légiste, ce qui prend du temps ». M. Vahidi a en outre critiqué « ceux qui ont pris des positions irresponsables, (...) et incité à la violence », les accusant de « suivre les Etats-Unis, les pays européens et les groupes anti-révolutionnaires ».

RUSSIE-ONU : Lavrov rejette les accusations occidentales sur l'Ukraine



Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a rejeté, jeudi dernier, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, les accusations occidentales concernant la guerre en Ukraine, dénonçant « l'impunité » de Kiev. « Kiev doit son impunité à ses partenaires occidentaux », a affirmé le chef de la diplomatie russe devant ses homologues dont l'Ukrainien, Dmytro Kouleba, lors de cette réunion spéciale du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Ukraine et à l'impunité. Le ministre a profité de la tribune pour lancer une diatribe contre « l'Etat totalitaire nazi » en place selon lui à Kiev et l'impunité de l'Ukraine pour ses agissements depuis 2014. « Les Etats-Unis et leurs alliés, avec la connivence d'organisations internationales des droits de l'homme, ont couvert les crimes commis par le régime de Kiev », a accusé Lavrov en écho à ses pairs qui ont eux évoqué les abus de l'armée russe en Ukraine et condamné l'opération militaire. Lavrov, qui ne s'était pas exprimé en public en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, a également rejeté d'avance le travail de la Cour pénale internationale dans laquelle la Russie « n'a aucune confiance », a-t-il dit. La décision de lancer l'opération militaire spéciale était « inévitable », a-t-il conclu.

L'Algérie soutient la candidature de la Palestine pour devenir le 194ème Etat membre de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger, Ramtane Lamamra, a exprimé samedi le soutien de l'Algérie à la demande soumise par le Président palestinien au Secrétaire Général de l'ONU pour que la Palestine obtienne la qualité d'Etat membre à part entière des Nations unies. A l'occasion de sa participation à la réunion ministérielle du Comité du Mouvement des Pays non-alignés sur la Palestine, M. Lamamra a indiqué que l'admission de la Palestine contribuera au règlement de la question palestinienne et mettra la puissance occupante devant ses responsabilités, avant d'ajouter que le silence de la communauté internationale et les politiques du fait accompli sapent tout espoir d'un règlement définitif et juste de la question palestinienne. Enfin, tout en rappelant la position de principe de l'Algérie en faveur du droit inaliéna-



ble et imprescriptible du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec

Al Qods Charif comme capitale, le chef de la diplomatie algérienne a souligné que le prochain Sommet arabe d'Alger constituera une étape

importante pour faire avancer le dossier de la réconciliation inter-palestinienne et relancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Le SG de l'ONU appelé à mettre fin à l'occupation sioniste

Le président palestinien Mahmoud Abbas a appelé vendredi le secrétaire général de l'ONU à travailler sans relâche à l'élaboration d'un plan international pour mettre un terme à l'occupation sioniste des territoires palestiniens afin de parvenir à la paix. S'exprimant devant la 77e Assemblée générale de l'ONU, le président palestinien a indiqué que l'entité sioniste a sapé les accords d'Oslo, signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), appelant le secrétaire général de l'ONU à travailler sans relâche à l'élaboration d'un plan international pour mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens afin de parvenir à la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, conformément aux résolutions des Nations unies et à l'Initiative de paix arabe de 2002. "L'Etat de Palestine espère la

paix. Concluons cette paix pour vivre dans la sécurité, la stabilité et la prospérité au profit de notre génération et de tous les peuples de la région", a lancé Mahmoud Abbas. L'occupant sioniste "a détruit et détruit encore, de façon préméditée et délibérée, la solution à deux Etats", a accusé M. Abbas. "Cela prouve sans équivoque que (l'occupant sioniste) ne croit pas en la paix, mais veut imposer un statu quo par la force et l'agression". "Par conséquent, nous n'avons plus de partenaire avec qui nous pouvons discuter. (L'entité sioniste) est en train de mettre fin à la relation contractuelle avec nous", a-t-il poursuivi, en indiquant que la Palestine refusait d'être la seule partie respectant les accords d'Oslo. Pour lui, ceux-ci ne sont plus valides en raison des violations de l'occupant sioniste.

"Donc, il est de notre droit, ou plutôt de notre obligation, de chercher d'autres moyens de recouvrer nos droits et de parvenir à une paix basée sur la justice, y compris par l'application des résolutions qui ont été adoptées par notre leadership, notamment notre Parlement", a ajouté M. Abbas. Selon le dirigeant palestinien, l'occupant sioniste est engagé dans une campagne de confiscation des terres et donne à son armée "l'entière liberté" de tuer ou d'utiliser une force excessive contre les Palestiniens. Il est clair que ce "régime d'apartheid", qui "ignore les résolutions ayant une légitimité internationale, a décidé de ne plus être notre partenaire dans le processus de paix", a-t-il répété. Au cours de son discours, M. Abbas a également déclaré que l'occupant a "commis plus de 50 massacres de

1948 à aujourd'hui", demandant à l'ONU de protéger la population palestinienne. Par ailleurs, le président palestinien a critiqué les gouvernements américain et britannique pour avoir apporté un "soutien inconditionnel" à l'occupant sioniste et lui avoir permis de "poursuivre sa politique hostile envers les Palestiniens". Les Sionistes "n'auraient pas été en mesure de faire ce qu'ils font sans cette protection. Si les gens ne veulent pas le dire parce que ce n'est pas politiquement correct, je le ferai", a-t-il déclaré. "Les Etats-Unis et plusieurs Etats européens disent soutenir la solution à deux Etats, mais jusque-là, ils ne reconnaissent que (l'entité sioniste) (...) Il y a un autre Etat : la Palestine. Il existe et il est nécessaire de le reconnaître pour que les choses avancent. Pour que la paix soit atteinte", a-t-il martelé.

MAROC: Plusieurs politiques sont des barons de la drogue

Le secrétaire général du parti marocain "Justice et Développement", Abdelilah Benkirane, a affirmé que plusieurs politiques dans le royaume étaient des "barons de la drogue". Lors d'une activité de proximité à Guercif (nord-est du royaume) dans le cadre des élections partielles, Benkirane a souligné "l'absence de morale et d'éthique chez la classe politique pour qui les élections ne sont désormais qu'un tremplin pour accéder au pouvoir et servir ses propres intérêts", faisant remarquer que "les partis politiques au Maroc ne présentent plus de militants, mais des hommes d'affaires et d'influence pour s'assurer des sièges au Parlement". Il a évoqué le recours à l'argent pour remporter des élections, une méthode utilisée par des hommes d'affaires et des politiques dont plusieurs sont des "barons de la drogue", dit-il. Benkirane a souligné que "le triomphe des barons de la drogue est une menace et un danger réel pour les familles et le pays de façon générale". L'intrusion d'hommes d'affaires et de barons de la drogue dans la vie politique au Maroc est, pour rappel, objet de beaucoup de critiques ces dernières années. L'ancien porte-parole du Palais royal marocain, Hussein Aourid, avait affirmé récemment que "les barons de la drogue influencent les décisions politiques au royaume". Dans son nouveau livre intitulé "Le Maroc a besoin d'une révolution culturelle", Aourid a porté "des accusations sur l'augmentation de l'influence de la mafia de la drogue sur la décision politique au royaume". "Notre pays (le Maroc) a connu, au début de la première décennie de ce siècle, des pratiques proches des méthodes de la mafia qui ont émergé à travers des personnes ayant des antécédents de trafic de drogue, qui employaient des éléments proches d'eux et ont cherché à infiltrer la structure de l'Etat par l'achat de consciences. Ils ont pénétré le corps politique et pu approcher le centre de décisions", a-t-il écrit dans l'un des chapitres de son ouvrage, repris par des médias. Les témoignages de Hussein Aourid, qui confirment les conclusions de rapports internationaux sur le Maroc et la drogue, sont très importants, "car ils émanent de quelqu'un qui a connu la monarchie de l'intérieur", ont souligné des médias internationaux.

L'Armée sahraouie mène un bombardement sur les sites des forces de l'occupation marocaine



L'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) a poursuivi, dimanche, ses attaques contre des positions des forces de l'occupation marocaine dans le secteur d'Ousserd, leur infligeant de "lourdes pertes" humaines et matérielles, a indiqué le communiqué militaire n 641 du ministère sahraoui de la Défense. "Des détachements avancés de l'APLS ont ciblé le retranchement des forces de l'occupation marocaine dans la région de Kelb Eness dans le secteur d'Ousserd", indique la même source. Des détachements avancés de l'APLS avaient concentré, samedi, leurs attaques en ciblant les positions des forces marocaines dans les secteurs de Bakari, Haouza et Mahbès et dans les régions de Tinilik, Hofrat Echyaf, Rous Benzekka, Terkant, Lektitra, Rous Erbib, Rous Erbib Elkaa, Rous Dirt, Irat Ténouched et Akouira Ould Bilal. "Les attaques de l'Armée sahraouie se poursuivent contre les retranchements des forces d'occupation marocaine qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles" le long du mur de la honte, a ajouté le communiqué.

UNFS: Soutenir la lutte de la femme sahraouie contre l'occupation marocaine

La membre du secrétariat national du Front Polisario et Secrétaire générale de l'Union nationale de la femme sahraouie (UNFS), Chaba Sini, a appelé les participantes à la 14e Conférence mondiale sur les femmes à l'impératif de soutenir la femme sahraouie et de se tenir à ses côtés dans sa lutte contre l'occupation marocaine. Dans un message adressé à la Conférence mondiale des femmes, lors de la clôture des travaux à Maputo (Mozambique), remise par la représentante de l'UNFS, chargée du département des relations extérieures, Oumaima Salima Ahmad, aux participantes à ce rendez-vous féminin, Mme Sini a insisté sur l'impératif de transmettre son "message noble", portant sensibilisation à la question de la lutte de son peuple pour sa liberté et son indépendance à l'instar des autres peuples du monde. Mme Oumaima Salima Ahmad a tenu plusieurs rencontres bilatérales avec les délégations féminines participant à cette Conférence et participé à nombre d'ateliers, dont "l'atelier sur la résistance de la femme", où elle a donné un exposé exhaustif sur la lutte pacifique de la femme sahraouie



pour le recouvrement de sa liberté et de son indépendance du joug colonial. Les interventions de la responsable sahraouie ont porté sur la lutte pacifique de la femme sahraouie et son rôle dans l'édification et la libération, évoquant également son combat pacifique depuis l'occupation espagnole jusqu'à nos jours, à la lumière de la poursuite de l'occupation marocaine de certaines

régions de la République sahraouie. La Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est étalée sur 5 jours (du 19 au 23 septembre), a été ponctuée par l'organisation de plusieurs ateliers visant à créer un espace de débat et d'échange de vues et d'expériences sur plusieurs questions concernant les femmes dans le monde, particulièrement les femmes africaines.

SAHARA OCCIDENTAL : Le Front Polisario salue la position "de principe et historique" du Mozambique

Le Front Polisario a salué samedi soir la position "de principe et historique" du Mozambique et du Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui ont exprimé leur soutien à la juste lutte du peuple sahraoui pour son autodétermination. L'Agence de presse sahraouie (SPS) a rapporté que l'ambassadeur sahraoui en Afrique du Sud et chargé de l'Afrique, Mohamed Yeslam Bisset, en sa qualité d'envoyé du président de la République sahraouie et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, au Mozambique, a salué la position du Frelimo en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, lors de sa participation aux travaux du 12e congrès du parti au pouvoir. Le diplomate a évoqué les relations historiques entre le parti Frelimo et le Front Polisario, soulignant qu'elles remontaient aux années de la lutte commune contre le colonialisme, exprimant "la gratitude et l'appréciation du peuple sahraoui pour les positions et le soutien exprimés par l'Etat frère du Mozambique à sa juste cause". Il a rappelé dans ce sens la participation du parti Frelimo à la première conférence des mouvements de libération africains, tenue en 1968 dans les territoires libérés de la République sahraouie.

LE PRINCE HARRY "EN PANIQUE" ET DÉSESPÉRÉ : Après en avoir trop dit, il est prêt à tout pour revenir en arrière

Il avait signé un gros contrat pour ses mémoires dans lesquelles il devait (encore) faire des révélations sur la famille royale. Mais voilà, la mort de sa grand-mère Elizabeth II a tout chamboulé. Le prince Harry cherche maintenant par tous les moyens à changer certains passages de son récit...

Selon The Sun, le prince Harry serait "en panique". Ses plans ont été chamboulés à cause de la mort d'Elizabeth II, le 8 septembre dernier. Et il y a des dizaines de millions d'euros en jeu. Alors que les mémoires du duc de Sussex étaient attendues pour la fin 2022, il y a quelques jours, les rumeurs disaient qu'elles seraient reportées afin de respecter une période de deuil. Finalement, la parution pourrait sortir le 24 novembre, date de Thanksgiving aux États-Unis. Une mauvaise nouvelle pour le mari de Meghan Markle qui veut en changer des extraits. Lui qui a signé un contrat de 35 millions de livres sterling (soit 39 millions d'euros) et qui aurait déjà touché une avance de 19,5 millions d'euros, serait en panique à l'idée que certains passages du livre soient jugés "insensibles" après la mort d'Elizabeth II et l'arrivée sur le trône de son père Charles III. Harry aurait donc contacté son éditeur dans l'espoir de faire changer certaines choses. La maison d'édition Penguin Random House a déjà mis beaucoup de temps à vali-



der la version finale du livre, n'hésitant pas à demander au fils de la regrettée Diana d'y apporter des améliorations. "Les éditeurs ont payé 20 millions de dollars d'avance parce qu'ils savaient que tout ce qui serait écrit serait énorme pour les ventes. Mais le premier projet qu'ils ont reçu était décevant car il était

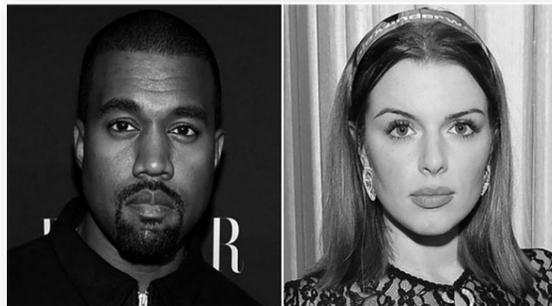
un peu trop émotif (...). Finalement, la version finale a été terminée et approuvée et beaucoup d'argent et d'énergie ont été dépensés pour s'assurer qu'il sorte cette année", a confié une source. Pas sûr donc que la demande d'Harry aboutisse. "Il y a des choses qui pourraient ne pas être très bien vues si elles sortent si peu de temps après la mort de la reine et le couronnement de son père. Il veut que cela soit modifié. Ce n'est en aucun cas une réécriture totale. Il veut désespérément faire des changements. Mais il est peut-être trop tard", a confié une autre source. En attendant de voir si le prince Harry pourra adoucir certains passages de son ouvrage, c'est une autre parution qui fait parler pour le moment. Des extraits du livre Courtiers : The Hidden Power Behind The Crown du Valentine Low, journaliste du Times et expert de la monarchie britannique, ne cessent de fuiter. Dans ceux-ci, Meghan Markle y est décrite comme une "sociopathe narcissique" et une sacrée manipulatrice. Un autre coup dur pour le couple...

Elton John, chanteur prisé de Trump, fêté par Biden à la Maison Blanche

Sa musique «a changé nos vies»: le président américain Joe Biden a rendu hommage avec ces mots vendredi à Elton John, avant un concert à la Maison Blanche de la légende de la pop britannique - dont Donald Trump est un grand fan. «Quel taudis ici!», a plaisanté Sir Elton John, costume noir scintillant et lunettes aux verres orangés, en se mettant au piano. Derrière lui, la résidence du président américain tout illuminée, et une fanfare militaire en grande tenue. Jouer dans ce décor est «la cerise sur le gâteau», a-t-il ensuite dit avant d'entonner «Your Song», ballade incontournable de son répertoire. Sous une immense tente transparente dressée dans les jardins du 1600 Pennsylvania Avenue, l'exécutif américain avait convié quelque 2.000 invités: des activistes, en particulier des militants des droits des personnes LGBTQ+, le personnel soignant, des enseignants... Dans l'assistance, selon la Maison Blanche, la lauréate du Prix Nobel de la Paix Malala Yousafzai, ou encore l'ancienne championne de tennis et militante Billie Jean King. Le chanteur a rappelé son engagement dans la lutte contre le Sida et remercié l'Amérique pour l'aide apportée dans ce combat. Il a fait rire le public en rapportant un échange avec George W. Bush - dont l'épouse Laura Bush était présente. L'ancien président lui aurait demandé, en termes colorés, de l'aider à convaincre la France de donner plus d'argent pour la lutte contre le Sida: «Get the French to give more fucking money». Il s'agissait, selon la Maison Blanche, de célébrer le pouvoir unificateur de la musique. Mais comme à Washington tout est toujours politique, difficile, quand il a entonné «Rocket Man», l'un de ses innombrables tubes, de ne pas penser à l'ancien président républicain. C'est ainsi que Donald Trump avait surnommé le dictateur nord-coréen Kim Jong Un. Le républicain avait pour habitude de passer des chansons d'Elton John pendant ses meetings, en particulier «Tiny Dancer», autre tube que l'artiste a interprété vendredi soir. Le Britannique, qui à 75 ans effectue une grande tournée aux États-Unis, a remercié Joe Biden pour son invitation mais aussi loué l'ancien président George W. Bush. «J'aimerais juste que l'Amérique soit davantage capable de dépasser les clivages partisans», a-t-il dit. Avant de reprendre son concert d'une quarantaine de minutes, conclu avec un autre succès planétaire, «I Am Still Standing». Joe Biden a pour finir remis à l'artiste la National Humanities Medal. «Je ne suis jamais sidéré, mais là je suis sidéré», a commenté Elton John, fort ému, en recevant sa décoration.

KANYE WEST ET JULIA FOX OFFICIELLEMENT EN COUPLE : Shooting torride et premières confidences

Le doute n'est plus permis ! Kanye West et Julia Fox sont bel et bien en couple. Ils posent sur leur première série photo de mode pour un prestigieux magazine, à qui Julia a raconté leur rencontre. "[Kanye West] et moi méritons tous les deux la chance de construire de nouvelles vies", a récemment écrit Kim Kardashian dans sa demande de divorce. Kanye s'y attèle et commence un nouveau chapitre de sa vie amoureuse avec Julia Fox. Après leur première apparition publique, le couple s'embrasse sur une série photo torride... C'est Interview qui a publié les images de Ye (le nouveau nom de Kanye West) et Julia en pleine démonstration d'affection ! L'artiste de 44 ans et sa compagne actrice de 31 ans se sont prêtés au jeu du shooting pour le site du magazine. La séance photo a eu lieu dans une chambre d'hôtel à New York, où les deux amoureux se sont récemment rendus. Entre deux baisers, Julia Fox essaye des vêtements sous l'oeil avisé de Ye. Cet édito est accompagné d'un petit texte de Julia Fox. L'héroïne du film Uncut Gems y raconte sa rencontre avec Ye et leurs premiers rencards : "J'ai



rencontré Ye à Miami lors du réveillon du Nouvel An, et ça a été immédiat. Il nous a fait rire, danser et sourire toute la nuit, mes amies et moi. Nous avons décidé de (...) rentrer à New York pour aller voir Slave Play. Le vol de Ye a atterri à 18h, la pièce était à 19h et il était là à l'heure. Après la pièce, nous sommes allés dîner à Carbone, un de mes restaurants préférés."

CATHERINE DENEUVE : Son célèbre ex s'est marié avec la veuve d'un humoriste très connu



France 2 diffuse ce soir le film "Sage femme" avec, comme actrice principale Catherine Deneuve. Côté vie privée, l'un des célèbres ex de l'actrice de 78 ans est en couple avec la veuve d'un acteur qu'elle connaît bien. Catherine Deneuve est l'une des têtes d'affiches du film Sage Femme diffusé ce dimanche soir sur France 2. La comédienne y incarne Béatrice Sobolevski, une joueuse de carte invétérée aux côtés de Catherine Frot (Claire Breton), Olivier Gourmet (Paul), Quentin Dolmaire (Simon) ou encore Mylène Demongeot (Rolande). Côté vie privée, Catherine Deneuve - qui soufflera ses 79 bougies le 22 octobre prochain - a

été l'épouse de nombreux hommes. Parmi eux, le réalisateur Roger Vadim avec qui elle a eu un fils, Christian Vadim en 1963, le photographe londonien David Bailey, l'acteur italien Marcello Mastroianni avec qui elle a eu une fille, Chiara Mastroianni en 1972, l'homme d'affaires Bertrand de Labbey et le journaliste et ancien président du Festival de Cannes Pierre Lescure. Ce dernier est marié depuis 1996 à Frédérique Fayles-Bernstein qui fut la dernière compagne de Coluche avant sa mort le 19 juin 1986. Ce dernier avait même présenté sa compagne à sa mère. Pour Frédérique Fayles-Bernstein qui est sur-

nommée "la p'tite Fred", la mort de son conjoint de l'époque fut un énorme choc. Heureusement, celle-ci a retrouvé l'amour aux côtés de Pierre Lescure avec qui elle a adopté une fille, Nina, au Vietnam en 1999. Invité de Jordan De Luxe en mai 2020, ce dernier avait évoqué l'adoption de sa fille : "Je n'étais pas tout jeune et on avait envie d'avoir un enfant vite pour que j'en profite le plus longtemps possible avec elle. Donc elle m'a proposé qu'on fasse déjà une demande d'adoption, ce qu'on a pu faire.

A l'époque, il n'y avait pas encore toutes les procédures", avait-il témoigné avant d'ajouter : "Ma femme est allée découvrir l'enfant un jour de janvier 1999. Elle est restée quatre mois là-bas pour toutes les démarches qui se sont passées sans problème avec les autorités vietnamiennes." Pierre Lescure entretient-il toujours de bons rapports avec son ex Catherine Deneuve ? Invité de Michel Denisot sur Europe 1 le 3 juillet 2021, le journaliste et chroniqueur télé avait évoqué avec tendresse ses années passées aux côtés de l'actrice. "Le bonheur que j'ai eu - au-delà de côtoyer et de vivre avec cette actrice extraordinaire, car elle a une des filmographies les plus extraordinaires de l'histoire du cinéma français, c'est que j'ai rarement vu quelqu'un d'aussi ancré dans la vie", avait-il dit

Victoria Beckham vient épicer la Fashion week de Paris



Après New York et Londres, la Britannique Victoria Beckham crée l'emballement en intégrant la Fashion week parisienne, le rendez-vous mode le plus important de l'année qui débute lundi et devra consacrer son talent créatif. «C'est l'arrivée d'une très belle marque. On se réjouit que Victoria Beckham soit parmi nous» avec le défilé prévu le 30 septembre, a déclaré Pascal Morand, le président exécutif de la Fédération de la haute couture et de la mode. Avec son entrée dans le calendrier officiel parisien, Victoria Beckham, 48 ans, se joint à 104 griffes françaises et internationales inscrites pour cette édition de la semaine du prêt-à-porter printemps-été 2023. Signe que la pandémie ne pèse plus sur l'évènement, la quasi-totalité des maisons ont opté pour des défilés physiques, que ce soit des poids lourds comme Dior, Chanel, Saint Laurent, Stella McCartney ou Issey Miyake ou des marques émergentes comme la française Weinsanto qui ouvre le bal lundi soir. L'ex-Spice Girl, devenue en 2008 créatrice de mode, a jusqu'ici participé aux Fashion week de Londres et New York mais n'a plus organisé de défilé de mode depuis la crise sanitaire en 2020. Elle n'a plus participé à une Fashion Week à Londres, même en ligne, depuis plus d'un an et s'est plainte dans une interview du coût de l'organisation des défilés. Victoria Beckham, dont le projet de se lancer dans la mode avait d'abord étonné, a su faire ses preuves. Sa marque revendique aujourd'hui 250 points de vente répartis dans une cinquantaine de pays. Son vestiaire féminin a toujours été apprécié des fashionistes et de la prêtresse de la mode Anna Wintour qui avait prévenu qu'il ne fallait «jamais (la) sous-estimer».

«Prête» pour Paris

Malgré ces soutiens, la marque a eu du mal à faire des bénéfices et est très endettée, rapportait récemment la presse britannique. Pour relever la barre, la Britannique a fait appel à des acteurs français majeurs: Ralph Toledano, ancien président de la Fédération française de la haute couture et de la mode comme président du conseil d'administration et Marie Leblanc de Reynies, auparavant responsable des achats du grand magasin parisien Printemps comme PDG. «Elle n'est pas du sérail de la mode, elle s'est lancée dans cette affaire et, à un moment donné, il a fallu structurer, organiser, mettre en ordre la maison, tout ce qu'on a fait depuis quatre ans», souligne Ralph Toledano.

«On est prêt» à défiler à Paris, assure-t-il

Pour la créatrice, l'évènement «apporte une sorte de reconnaissance», commente à l'AFP Benjamin Simmenauer, professeur à l'IFM (Institut français de la mode). La Fashion week de Paris «est la plus en vue, c'est une manière d'être validée comme une marque qui a une vraie identité créative», souligne-t-il en précisant que les Fashion weeks de Londres et New York «ont une connotation plus commerciale». Mais l'emballement autour de sa venue est lié à son statut de célébrité suivie par 30 millions d'abonnés sur Instagram. «Il y a une presse, pas forcément spécialisée, qui mentionne la Fashion week parce que Victoria Beckham en fait partie», estime Benjamin Simmenauer. Cette Fashion week sera en revanche marquée par l'absence de la marque Celine: son directeur artistique Hedi Slimane a défilé en juin à la Fashion week homme à Paris après avoir abandonné le calendrier pendant plus de deux ans et présenté ses collections dans des films tournés notamment dans des châteaux. «Un non-événement», pour Pascal Morand qui tient à minimiser ce revirement. «Il peut y avoir d'autres choix de la marque ou du directeur artistique à un moment donné. Il y a cette liberté», conclut-il.

COMMÉMORATION DU DÉCÈS DE CHEB HASNI:

La pièce "Hasni chante ce jeudi" bientôt présentée

Le public oranais sera au rendez-vous le 29 septembre avec la générale de la pièce "Hasni chante ce jeudi" de l'association culturelle "El-Amel" à l'occasion du 28e anniversaire du décès du chanteur raï Hasni Chekroun connu artistiquement sous le nom de Cheb Hasni, a-t-on appris dimanche de son président Mohamed Mihoubi.

Cette œuvre sera présentée au petit théâtre de cette association culturelle en hommage à Cheb Hasni, légende du genre artistique Raï, assassiné le 29 septembre 1994.

Le regretté Hasni a conquis le public, notamment jeune, avec des chansons qui demeurent immortelles auprès de ses fans, a indiqué à l'APS Mohamed Mihoubi qui a composé et mis en scène la pièce. La pièce raconte l'histoire d'amour de deux jeunes, Yahia et Amel, mais les circonstances les séparent... Pourront-ils enfin réaliser leur rêve de mariage ? C'est ce que révèle la fin de la pièce, a-t-il souligné, notant que "l'idée générale de cette pièce est que l'amour fait la vie, source d'espoir et de réalisation des rêves". "Hasni chante ce jeudi" comprend dix tableaux entrecoupés d'extraits de dix



chansons de feu Cheb Hasni, dont "Tal ghiabek ya ghzali" et d'autres encore, bien ancrés dans la mémoire de la génération des années 90, selon le même dramaturge, qui a indiqué que la sélection des chansons est venue

après un sondage d'opinions sur les meilleures chansons de Cheb Hasni mené par l'association et qui a ciblé un échantillon de 100 personnes. Le rôle principal dans la pièce est joué par Mohamed Mihoubi, avec la parti-

cipation de 13 comédiens des 25e et 26e promotions récemment diplômés après leur formation au niveau de l'association culturelle "El-Amel" qui entend présenter cette œuvre théâtrale au niveau de la maison de la culture et des Arts "Zeddour Brahim Belkacem" et du théâtre régional Abdelkader Aloulou d'Oran, ainsi que sa programmation dans le cadre de tournées artistiques à travers le pays.

A noter que le regretté Hasni Chekroun, né en 1968 à Oran, est considéré comme le "Rossignol" incontesté de la chanson Raï, où il a su briller dans le genre sentimental et donner des chefs-d'œuvre qui sont encore répétés par les fans de ce genre artistique.

Un succès qui s'explique par le fait que les chansons de Hasni étaient inspirées du quotidien des jeunes.

Le «Sacre» des danseurs africains

Après six semaines de répétitions et de transmission, ils étaient prêts pour ce spectacle... Elle est «la mère de la danse contemporaine africaine» et c'est non sans fierté que Germaine Acogny regarde des danseurs formés dans sa célèbre Ecole des Sables être ovationnés à Paris, dans le «Sacre du Printemps» de Pina Bausch. Trente-six danseurs venus des quatre coins de l'Afrique, dont beaucoup issus de l'Ecole, présentent jusqu'à la fin septembre une interprétation de haut vol du ballet sur la célèbre musique d'Igor Stravinski, programmé par le Théâtre de la Ville à La Villette (nord-est de Paris). L'idée de ce «Sacre» africain

naît lorsque Salomon Bausch, fils de l'éminente chorégraphe allemande et directeur de la fondation qui porte son nom, voit Germaine Acogny danser à Bruxelles un solo signé Olivier Dubois, «Mon élue noire - Sacre î2», inspiré justement de la célèbre oeuvre.

Énergie tellurique

«Il avait également vu des danseurs africains formés à l'Ecole et avait trouvé le niveau excellent. Il m'a émis l'idée de leur transmettre le "Sacre", créé en

1975 pour le Tanztheater Wuppertal (la compagnie de Pina Bausch en Allemagne), se rappelle la chorégraphe de 78 ans dans un entretien avec l'AFP. Elle est immédiatement séduite, estimant que le thème du sacrifice et les rituels qui définissent cette oeuvre parlent énormément au continent. Le «Sacre du Printemps», créé au départ par les Ballets Russes de Diaghilev au Théâtre des Champs-Élysées à Paris en 1913, avait provoqué un scandale artistique resté dans les annales telle l'oeuvre, imaginée autour du sacrifice païen d'une jeune fille (l'Élue), a choqué par son avant-gardisme.

Les impatientes d'Assia Djebbar

Ce deuxième roman d'Assia Djebbar a été publié en France en 1958, un an après *La soif*. Les éditions Barzakh le proposent à ses lecteurs algériens dans le cadre d'une récente réédition. Dans une atmosphère intimiste, Assia Djebbar plonge ses lecteurs dans une maison de style mauresque, à Alger. C'est là que vit Dalila, 18 ans, entourée de plusieurs membres de sa famille : Lella Malika sa belle-mère ; Farid, son frère ; Zineb, sa belle-sœur ; Zohra, sa tante... C'est l'été et les vacances semblent s'étirer en longueur surtout qu'il faut montrer patte blanche pour sortir de la maison. Dalila se laisse aller au farniente et à la paresse. Une sorte d'indolence s'empare d'elle. Le hasard de la vie met un jeune homme sur son chemin. Salim est un beau garçon qui répond tout à fait à son idéal masculin. Il s'entiche d'elle au premier regard. La jeune fille use de subterfuges pour aller à la rencontre de ce premier amour. Couverte par Amina, son amie qui lui sert d'alibi, elle prétend assister à des réunions entre étudiantes. Le couple va au cinéma, s'attable au café et fait de longues balades au port d'Alger. Dalila n'en peut plus de mentir pour voir son amoureux. Elle veut s'affranchir de tous ces codes qui entravent sa liberté. Révoltée, elle se braque contre sa belle-mère, pseudo-gardienne des traditions et de l'honneur des filles de la maison. Par le biais de Tamani, spécialiste en ragots, la lycéenne découvre que Lella a plusieurs cadavres dans le placard. Elle décide de l'affronter et de lui dire ses quatre vérités en face. «Désormais, Salim devenait ma fuite. J'étais décidée à le revoir... Pour la première fois, l'ombre du scandale se dressait à mon esprit. Je m'y voyais en face, résolue, armée de ma seule volonté, de la certitude profonde de

ma liberté.» Une ombre se dessine entre Dalila et Salim. Que s'est-il vraiment passé entre sa belle-mère et lui ? Elle est complètement troublée lorsqu'elle apprend que Dalila le fréquente et qu'ils vont se marier. «Salim qu'elle prétendait ne pas connaître et que je reverrais. Dans les yeux de cet homme, jusqu'à présent, j'avais appris à ne chercher que mon reflet. J'y guetterai dorénavant le passé de Lella, de cette femme que j'étais prête de nouveau à trop haïr, après avoir failli m'abandonner à elle et l'appeler maman.» Dalila s'insurge contre la soumission de Cherifa, sa sœur, et de Zineb, sa belle-sœur. Cette vie de recluse derrière les murs de la maison ne sera jamais la sienne. Elle veut s'émanciper du joug social qui relègue la femme tout au bas de l'échelle. Elle veut que la vérité soit dite. Dalila explose, se révolte et mène une guerre sans concession à son entourage. Salim fait part de ses sentiments à Dalila.

Il veut l'épouser au plus tôt. Elle trouve que les choses vont trop vite. Certes, Salim a une très bonne situation, mais elle a encore ses études à finir. «Au frémissement de sa voix quand il disait 'ma femme, vite', je le voyais me pousser dans un chemin qui se découvrirait à peine à nous. Je n'étais pas pressée ; je désirais rester encore dans cette halte de la confiance, pour me reconnaître. Me retrouver dans son regard ; me mirer en lui. J'aurais voulu expliquer tout cela à Salim. Mais il n'avait pas attendu le 'oui' que je soupesais encore. Il croyait l'avoir déjà. Il me devançait. A cette minute-là de l'engagement, j'eus conscience combien l'être qui vous aime, par sa trop grande hâte à vous prendre, vous trahit...» Lorsque Salim rencontre le frère de Dalila pour demander sa main, Lella

s'oppose à ce mariage. Un lourd secret semble peser sur ses épaules. Mais Farid, le frère, ne voit pas d'objection à cette union. Il préconise de laisser passer une année. Salim décide de s'envoler vers Paris afin de gérer l'entreprise de son père. Cette distance, dit-il, l'aidera à patienter. En attendant, le couple continue à se voir en cachette. Des images d'Alger déferlent. «Nous parcourions des rues étroites, larges, bordées d'immeubles clairs, de maisons aux pierres blanches. Les palmiers qui entouraient quelques villas, le style pseudo-mauresque d'autres dont les fenêtres ouvertes nous faisaient parvenir des bribes de musique de jazz, des éclats de voix. Tout cela, à la lumière des réverbères, ressemblait à un décor de théâtre. Les soirs d'été, la plupart des familles européennes désertent leur maison pour monter et remonter, en un flux morné, l'artère principale que nous évitions. Dans les rues adjacentes, nous étions seuls.»

Dalila brise complètement ses chaînes. La veille du départ de Salim, elle décide de passer la journée et la nuit avec lui. Le choc avec sa belle-mère est frontal. Quand cette dernière le menace de tout rapporter à Farid, Dalila insiste pour qu'elle le fasse : «Je préfère le désordre... je préfère le scandale. Qu'au moins une fois, une seule fois, dans cette maison, la vérité éclate... Rappelle-toi. Avant de semer ainsi le trouble, réfléchis donc, sois prudente. Ne dérange rien de cette maison, de cet ordre !» L'automne arrive. Farid impose à Dalila de suivre ses cours universitaires par correspondance. Dalila a d'autres projets en tête. Elle rejoint son amoureux dans la capitale française. Mais après un chapitre heureux pour les tourtereaux, un drame va fracasser leur avenir.

Récital du pianiste Maxime Zecchini à Mostaganem

C'est à l'initiative de l'institut français d'Algérie que le public mostaganémois a accueilli en cette fin de semaine pour la première fois, le célèbre pianiste au niveau du Théâtre régional avec la présence du wali, du consul de France à Oran, du directeur de l'institut français d'Oran et des autorités civiles et militaires et un nombreux public. Ce pianiste est lauréat

de multiples concours internationaux grâce notamment à une innovation, celle de mettre à l'honneur le répertoire pour la main gauche. Selon les propos du concerné, l'idée lui serait un jour venue d'explorer ce répertoire en étudiant pour la première fois le concerto par la main gauche de Maurice Ravel. Il y eut l'impression d'entendre deux mains alors que

cinq doigts jouaient ce qui l'aurait fasciné. Il a bien ses deux mains mais n'utilise que la gauche pour jouer. Plusieurs œuvres ou transpositions sont passées entre les cinq doigts de Zecchini, car oui, dit-il, il existe un répertoire pour la main gauche. Et depuis, de ce répertoire si singulier, il s'est bâti une spécialité. Entre autres, il dira au public : «Si vous fermez les yeux, vous

avez l'impression que les deux mains jouent. Ce répertoire, c'est un peu de la magie, de l'illusion ce que je trouve très beau, très poétique.» Dans ses tournées, il a joué dans soixante pays. D'autre part, la soirée a été aussi marquée par le passage au piano d'un jeune de la wilaya de Tiaret qui a aussi fait parler de lui sur scène. Selon M. Zecchini, «ce jeune étudiant est

un autodidacte de l'instrument et pour lui apprendre à jouer des partitions au piano, il n'y a jamais eu de professeur. C'est remarquablement exceptionnel». Arrivé à l'institut français d'Oran, le célèbre pianiste a organisé des masterclass en début de semaine au profit de jeunes musiciens oranais. Comme il ira en tournée dans d'autres wilayas du pays.

FESTIVAL DE LA MUSIQUE ANDALOUSE "LE MALOUF": Ouverture hier la 10e édition



La dixième édition du festival culturel national de la musique andalouse "Le malouf" sera ouverte lundi à Constantine, a-t-on appris dimanche du commissaire du festival.

La manifestation artistique, interrompue depuis 2015, reviendra cette année sous le slogan "l'écho du malouf, authenticité et communication", et bénéficie du patronage et de l'accompagnement de la ministre de la Culture et des Arts et le wali de Constantine, a déclaré à l'APS le commissaire du festival national de la musique andalouse "Le malouf", Amar Aziez.

La dixième édition du festival du malouf devant se poursuivre jusqu'au 1er octobre prochain, sera organisée sous forme de trois thèmes principaux, à savoir l'aspect compétitif entre les troupes interprétant ce style artistique, l'aspect académique à travers l'animation de lectures artistiques, en plus de soirées qui seront animées par des troupes et associations de plusieurs wilayas et l'organisation d'une exposition artistique du patrimoine à cette occasion au théâtre régional de la Ville des Ponts "Mohamed Taher Fergani".

S'agissant de l'aspect relatif à la compétition, il a été procédé à la désignation d'un jury spécialisé pour la sélection et le classement des trois meilleures troupes pour cette édition parmi les wilayas participantes, à savoir Constantine, Skikda, Ain Defla, Sétif, Souk-Ahras, Guelma, Mila et Oran, en plus de la sélection de la meilleure voix et celle du meilleur musicien, selon le commissaire du festival.

En ce qui concerne le volet académique, la même source a indiqué qu'il s'agit de l'animation de séances de lectures artistiques avec la participation d'artistes et enseignants chercheurs.

Parmi les noms retenus pour animer les soirées de cette édition, le commissaire du festival a cité Salim Fergani, Ahmed Aouabdia, Abbas Righi, Abdelhakim Bouaziz, Mebarak Dakhla, Dounia El Djazairia et Kamel Bouda.

Le retour de cette manifestation artistique "s'inscrit dans le cadre de l'importance donnée par le ministère de la Culture et des Arts à la relance des différents festivals artistiques compte tenu de leur valeur ajoutée dans l'ancrage et la valorisation de notre legs culturel et civilisationnel", a indiqué la même source.

(AMICAL) ALGERIE-NIGERIA:

Les Verts pour vaincre et convaincre

La sélection algérienne de football donnera la réplique mardi (20h00) à son homologue du Nigeria au stade "Miloud Hadeff" d'Oran, en match amical avec comme mot d'ordre vaincre et convaincre.

Quatre jours après avoir gagné dans la douleur contre la Guinée (1-0) dans le même stade de la capitale de l'Ouest du pays, les Verts tentent de rééditer le même coup, mais cette fois-ci avec la manière.

En effet, la précédente sortie des camarades d'Islam Slimani, le "sauveur" des verts vendredi passé, n'ont pas rassuré, malgré qu'il s'agissait d'un simple match amical. Leur prestation a suscité des inquiétudes parmi leurs fans, même si l'entraîneur national, Djamel Belmadi, a tenté, en conférence de presse ayant suivi cette partie, de tempérer les ardeurs en soulignant qu'il s'attendait lui-même à ce que ses poulains ne rendent pas une copie de premier ordre. Et pour cause, Belmadi a choisi pour la circonstance d'aligner un onze manquant sensiblement de cohésion, vu que la majorité des joueurs choisis pour débiter la rencontre n'ont pas l'habitude de se produire ensemble. D'ailleurs, la prestation de l'équipe nationale s'est nettement améliorée en deuxième pé-



riode lorsque le coach a fait appel aux titulaires habituels, à l'image du trio d'attaque Slimani-Belaïli-Mahrez, et le milieu de terrain Zerrouki. Des changements qui ont donné leur fruit permettant au "Club Algérie" de l'emporter, signant par là même sa quatrième victoire de rang. De quoi donc pousser Belmadi et ses protégés à croire à une nouvelle série d'invincibilité après que

leur première a été stoppée en janvier dernier à l'occasion de la Coupe d'Afrique des nations-2022 au Cameroun. Ce fut la Guinée équatoriale qui avait réussi à mettre un terme à pas moins de 35 matchs sans défaite des Algériens. Contre le Nigeria, les coéquipiers de Riyad Mahrez espèrent naturellement poursuivre dans leur nouvelle dynamique de victoires. Néan-

moins, la mission ne sera pas du tout facile contre des Super Eagles qui vont aborder le rendez-vous avec un esprit de "revanchards". C'est du moins ce que prédit l'entraîneur national, Djamel Belmadi, faisant allusion aux deux dernières rencontres des deux formations soldées par des victoires de sa bande. Belmadi sait pertinemment d'ailleurs que cette rencontre n'aura rien d'amical pour son adversaire du jour, et que ce dernier fera tout pour prendre sa revanche et pourquoi pas rééditer son exploit de sa dernière apparition à Oran quand il avait étriillé les Fennecs (5-2) en 2005 dans le cadre des éliminatoires du Mondial de l'année suivante. "Contre le Nigeria, ce sera un autre match. C'est une équipe qui n'est pas à présenter, étant donné qu'elle est l'une des meilleures en Afrique. Je suis persuadé qu'ils viendront avec un esprit revanchard, vu que nos deux dernières confrontations étaient à notre faveur", a déclaré Belmadi à l'issue du match face à la Guinée, comme pour prévenir ses capés.

EN :

Bedrane a quitté le stage des Verts

Dans un récent communiqué de presse, la Fédération algérienne de football a annoncé le départ d'Abdelkader Bedrane du stage de préparation de l'équipe nationale. Victime d'une entorse au genou lors du match amical contre la Guinée (1-0), vendredi 23 septembre 2022, le défenseur central de Damac FC a été contraint de quitter ses coéquipiers afin de continuer ses soins. Titulaire lors du premier match de ce stage de préparation, Abdelkader Bedrane ne prendra pas part à la seconde partie de l'équipe nationale, ce mardi 27 septembre 2022, au stade Miloud Hedfi d'Oran.



APRÈS BENHAMOU, IL A EU UN ACCROCHAGE AVEC NEHARI FACE AU CSC:

Belatoui : « Ils se trompent ceux qui se croient faire la loi ! »

Après avoir réussi à ramener le point du match nul face au leader, le CSC, on croyait que le MCO allait retrouver sa sérénité, mais non, une fois de plus, il y a eu un problème disciplinaire au sein du groupe. En effet, à la fin du match, le coach Belatoui a eu un autre couac, après celui de Benhamou lors du match de l'ASO, cette fois-ci, c'est avec le défenseur Nehari et c'est que le coach qui l'a déclaré à la fin de la partie : « Ce qui s'est passé aujourd'hui (samedi) est grave un joueur (NDLR : Nehari) est venu me menacer, ce qui est inconcevable dans un grand club comme le MCO, mais cela indique que cette équipe n'a pas été construite durant l'été sur de bonnes bases et puis ce joueur quelque part ce n'est de sa

faute, mais celui qui l'a ramené qui lui fait croire qu'avec sa complicité il peut faire la loi et ben il se trompe, avec nous ils ne pourront pas le faire ! ». Cette déclaration de Belatoui confirme bien qu'il y a un malaise au sein de cette équipe et que les choses ne tournent pas rond, quelque soit avec les problèmes que rencontrent l'équipe, mais aussi à travers disciplinaires, et là on comprend bien que le staff technique mené par Belatoui est vraiment es-séulé par la direction, qui est inexistante sur tous les plans. Pour ce qui est du match en lui-même Belatoui a ajouté : « Ce fut un match difficile devant le leader chez lui, avec une assistance formidable des Sanaïrs, d'ailleurs j'aimerais bien que nos sup-

porters nous soutiennent bec et ongle et non pas faire 800 KLM d'Oran à Constantine pour insulter la mère décédée de Belatoui ! Ce nul ramené de Constantine on l'a pas volé, car on le mérite amplement, on aurait même pu gagner si on était efficaces ou si on avait cru encore plus, mais dans l'ensemble je suis satisfait du résultat et de la production de mes joueurs, qui ont joué avec une grande volonté sur le terrain ». Désormais l'équipe doit se retourner sur le match de dimanche prochain avec la réception de l'USM Alger, à l'occasion de la 6ème journée, mais entre temps, la direction doit s'occuper un peu plus de cette équipe !

L.Nacer

LE CHAMPIONNAT ALGERIEN NE S'ARRETERA PAS DURANT LE MONDIAL :

Les raisons de cette décision dévoilées

Rien ne semble arrêter le cours du championnat algérien de football, pas même le Mondial. D'après les déclarations du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, le grand événement mondial 2022 ne sera absolument pas un obstacle, pour des raisons que vous allez découvrir ci-après.

Il s'agit de ce que rapporte le quotidien généraliste arabophone, Echorouk. Rappelons que la coupe du monde est prévue au Qatar entre le 20 novembre et le 20 décembre. Et coïncide, en fait, avec le championnat DZ. Toutefois, l'équipe algérienne éliminée face à l'équipe camerounaise à Blida, ne sera

pas concernée par le Mondial. À cet égard, le susdit responsable affirme que le championnat susmentionné se jouera comme prévu. Outre, Abdelkrim Medouar a déclaré : « Les matchs de la ligue algérienne ne s'arrêteront pas pendant la Coupe du monde ». Et ce, lors d'un entretien accordé à la chaîne d'informations Echorouk TV. À noter que le premier championnat professionnel en est à son cinquième tour, la semaine écoulée.

Et semble être notamment sur de bons rails, affirmant qu'aucune trêve n'est envisageable.

La Coupe du monde 2022 ne semble pas être un obstacle !

Afin de rassurer les supporters algériens, Medouar promet d'établir un calendrier en fonction des matchs importants de ce grand événement sportif. Il fera en sorte de ne pas organiser de matchs à la même date que le quart de finale, la demi-finale. Ou encore la finale du mondial 2022, a-t-on appris de la même source.

D'ailleurs, d'autres pays ont décidé de poursuivre leurs matchs, tout en faisant abstraction de la Coupe du monde 2022. À titre d'exemple, on cite le championnat égyptien. Par conséquent, les matchs de la Ligue égyptienne, saison 2022-2023, ne s'arrêteront pas à cause de la Coupe du monde 2022.

TV :
Où voir
Algérie - Nigeria ?

Pour son deuxième match de cette trêve internationale, la sélection algérienne défiera le Nigeria, ce mardi 27 septembre 2022 au stade Miloud Hadeff. Les Fennecs vont retrouver les Super Eagles, malheureux demi-finalistes de la CAN 2019, ce mardi en amical. À cette occasion, les partenaires de Riyad Mahrez chercheront à confirmer leur supériorité face à leur adversaire et tenteront d'enchaîner avec une cinquième victoire de suite.

AVANT SON MATCH CONTRE L'ALGERIE :
Le Nigeria reçoit une mauvaise nouvelle

Peu avant son prochain match amical face à l'équipe d'Algérie, le Nigeria fait face à une mauvaise surprise. On vous dit tout à ce sujet dans ce passage du dimanche 25 septembre 2022. Après une disqualification précoce à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2021 et une élimination au Mondial qatari 2022, l'EN dispose d'un planning de deux rencontres amicales prévues pour ce mois de septembre. En effet, la sélection de Belmadi a défié, vendredi dernier, la Guinée. L'équipe d'Algérie de football conclura l'actuelle trêve internationale avec un match contre le Nigeria. Effectivement, les Verts vont recevoir la sélection nigérienne dans la soirée de ce mardi 27 septembre. De même que pour le match face à la Guinée, la confrontation se déroulera au nouveau stade d'Oran. Il s'agit du complexe olympique au nom du défunt joueur international, Hadeff Miloud.

EN :
Capitanat, une première pour Bensebaini

Ramy Bensebaini, le latéral gauche de l'équipe nationale, a porté pour la première fois de sa carrière internationale le brassard de capitaine, vendredi 23 septembre 2022, contre la Guinée (1-0). Djamel Belmadi, le sélectionneur algérien, a décidé d'offrir cet honneur au défenseur du Borussia M'Gladbach en l'absence de Riyad Mahrez, remplaçant au début du match, et de plusieurs cadres. Formé au Paradou AC, l'arrière droit de 27 ans a été appelé pour la première fois en sélection en novembre 2015 par le technicien français Christian Gourcuff. Sa première apparition avec le maillot des Verts remonte à janvier 2017 contre la Mauritanie (3-1) en match amical. Depuis, Ramy Bensebaini s'est imposé comme l'un des cadres de l'effectif remportant au passage le deuxième sacre africain de l'équipe nationale. Il a pris part à 49 rencontres pour six buts inscrits et quatre passes décisives offertes toutes compétitions confondues.

EN U20 :
Lacette, « Renforcer l'état d'esprit avant le tournoi UNAF »

Le sélectionneur national des U20, Mohamed Lacette, a évoqué la prestation de ses joueurs lors du premier match amical contre le Soudan (5-0) et ses attentes pour le deuxième match face à cette même équipe. « On avait besoin de renforcer l'état d'esprit d'un groupe avant le tournoi UNAF qualificatif à la CAN par l'application d'un plan de jeu et voir de plus près le comportement des nouveaux dans la configuration mise en place », a confié le technicien algérien. Au sujet de la deuxième rencontre contre le Soudan, ce lundi 26 septembre 2022, Mohamed Lacette dira : « On apportera quelques rectificatifs sur le plan défensif puisqu'on a eu quelques difficultés en positionnement. On a quelques variantes à opérer notamment dans le changement de quelques postes pour des joueurs définis ».

EN U23 :

Ould Ali évoque un souci d'efficacité

Dans une déclaration accordée au site officiel de la FAF, Nouredine Ould Ali, le sélectionneur national des moins de 23 ans, a évoqué la première rencontre de ses hommes durant ce stage de préparation contre le Soudan (1-0). L'entraîneur des Verts a confié : « Face au Soudan, on s'est créé des occasions de buts, on arrive jusqu'aux cages adverses mais on pêche à la conclusion. J'ai besoin d'un tueur de surface ». Nouredine Ould Ali a ajouté : « A chaque match on intègre de nouveaux joueurs selon les postes ou la vacation a été constatée... Dans l'ensemble, les performances étaient plutôt bonnes, mais je reviens à ce problème d'efficacité qui me taraude. A chaque fois qu'on fait appel à un nouveau, il se retrouve dans cette situation d'inefficacité. On n'arrive pas à stabiliser ce secteur ». « Ce genre de matchs sont fait pour corriger nos lacunes. On tire beaucoup d'enseignement de ces joutes », a-t-il conclu. Pour rappel, l'équipe nationale U23 affrontera de nouveau le Soudan en match amical, ce lundi 26 septembre 2022, au stade d'Omar HAMADI.

EN U23 :

Un buteur renforce les Olympiques

Boualem Sryer, l'avant-centre de l'ASO Chlef, a été appelé à la rescousse par Nouredine Ould Ali pour renforcer le secteur offensif de l'équipe nationale des moins de 23 ans. « Face au Soudan, on s'est créé des occasions de buts, on arrive jusqu'aux cages adverses mais on pêche à la conclusion, a confié le technicien algérien au site de la FAF. J'ai besoin d'un tueur de surface ». Le jeune buteur de 21 ans remplacera le défenseur central Toufik Cherifi qui a été autorisé à rejoindre le Club Africain. De son côté, Mohammed Fodil Belkhadem, l'attaquant du CR Belouizdad, présent dans la liste, a enfin rejoint ses camarades au Centre sportif militaire de Ben Aknoun.



Mardi 27 Septembre 2022

La livre Sterling au plus bas historique face au dollar

La livre Sterling a atteint lundi son plus bas historique face au dollar, les investisseurs s'inquiétant des nouvelles dépenses budgétaires de Londres qui pourraient faire déraiper les finances publiques d'un pays peut-être déjà en récession. Face à un dollar résistant grâce à son statut de valeur refuge, la livre a plongé à 1,0350 dollar vers 01H25 GMT, son plus bas depuis 1971, la fin des accords de Bretton Woods et l'adoption d'un régime mondial de changes flottants.

CENTRAFRIQUE : Un commandant présumé de la rébellion Séléka jugé devant la CPI

Mahamat Saïd Abdel Kani fait face à sept chefs d'accusation, dont des faits de torture commis en 2013 à Bangui contre des détenus favorables à l'ancien président François Bozizé. Le procès d'un commandant présumé de la Séléka, coalition rebelle à dominante musulmane en Centrafrique, s'ouvre lundi 26 septembre devant la Cour pénale internationale (CPI). Mahamat Saïd Abdel Kani fait face à sept chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis entre avril et août 2013 à Bangui contre des détenus accusés de soutenir l'ancien président François Bozizé.

EN VUE DE SON PROCÈS POUR LE MASSACRE DU STADE DU 28-SEPTEMBRE: Moussa Dadis Camara de retour en Guinée

L'ancien dictateur, arrivé au pouvoir en 2008 à la faveur d'un coup d'Etat militaire puis contraint à l'exil au Burkina Faso, sera jugé avec dix autres accusés. L'ancien dictateur Moussa Dadis Camara est rentré en Guinée pour répondre devant un tribunal, avec dix autres accusés, de sa responsabilité présumée dans le massacre du 28 septembre 2009 dans un stade de Conakry, selon Pépé Antoine Lamah, un de ses avocats.

MCA : Faouzi Benzarti, nouveau coach

Après un début de saison très moyen, qui a vu Faruk Hadžibegić être démis de ses fonctions après trois journées seulement, le Mouloudia retrouve un entraîneur.

Le championnat national s'en est fait une spécialité, et elle se poursuit encore pour cette nouvelle saison 2022-2023 : la valse des entraîneurs a déjà fait des victimes, après moins de 6 journées disputées, et le Mouloudia d'Alger n'est évidemment pas en reste.

FUSILLADE DANS UNE ECOLE EN RUSSIE :

Au moins 9 morts dont cinq enfants

Au moins neuf personnes dont cinq enfants ont été tuées par un assaillant armé dans une école dans la ville d'Ijevsk en Russie, ont indiqué lundi les enquêteurs dans un nouveau bilan, faisant savoir que le tireur s'était suicidé. "Selon les données préliminaires, neuf personnes sont mortes dans ce crime, parmi elles deux gardes de sécurité de l'établissement scolaire, deux professeurs et cinq mineurs", a indiqué le Comité d'enquête de Russie, revoyant à la hausse un précédent bilan de six morts et 20 blessés. "Les policiers ont retrouvé le corps de l'homme qui a ouvert le feu. Selon nos informations, il s'est suicidé", avait indiqué le ministère russe de l'Intérieur.



Un peu plus tôt, le gouverneur régional avait indiqué que des enfants étaient "parmi les victimes" et qu'un garde de sécurité avait aussi été tué.

BANGLADESH/ (NOUVEAU BILAN) :

32 morts après le naufrage d'un bateau dans une rivière

Au moins 32 personnes sont mortes et plusieurs dizaines sont portées disparues après le naufrage dans une rivière du Nord du Bangladesh d'un bateau transportant des pèlerins hindous, selon la police lundi. Sept corps supplémentaires ont été retrouvés par les secouristes en

descendant le courant de la rivière Karotoa, près de la ville de Boda (Nord) où le bateau a basculé et coulé dimanche, a indiqué le chef de la police de district Sirajul Huda. L'embarcation transportait environ 90 personnes, soit "trois fois sa capacité", selon M. Huda.

TRAFIC DE DROGUES:

Démantèlement d'un réseau criminel composé de ressortissants étrangers



Les services de la sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la Police judiciaire de la sûreté de la circonscription administrative de Zéralda, ont traité une affaire de possession de drogues de types Marijuana, qui a abouti au démantèlement d'un

réseau criminel et à l'arrestation de 6 ressortissants étrangers, a indiqué dimanche un communiqué du corps constitué. La brigade de la Police judiciaire de la Sûreté de la circonscription administrative de Zéralda a traité une affaire de possession de drogues (Marijuana) à des fins commerciales et d'entrée et résidence illégales sur le territoire national, a précisé la même source, relevant que l'opération avait permis le démantèlement d'un réseau criminel et l'arrestation de 6 ressortissants étrangers. Agissant sur la foi d'un renseignement faisant état d'un réseau criminel versé dans le trafic illicite de drogues, les services de sûreté concernés ont entamé l'enquête qui s'est soldée par l'arrestation d'un mis en cause en possession de 45 sacs en papier de Marijuana de 57 grammes. Après accomplissement des mesures légales en vigueur, les mis en cause ont été traduits devant les juridictions territorialement compétentes.

Ian se renforce en ouragan de catégorie 1 à l'approche de Cuba

La tempête tropicale "Ian" s'est renforcée pour devenir un ouragan de catégorie 1 à l'approche de l'Ouest de Cuba, a annoncé lundi le Centre national des ouragans américain (NHC). "Ian devient un ouragan", a expliqué le NHC, cité par des médias, prévenant qu'"un renforcement supplé-

mentaire rapide est attendu aujourd'hui (lundi)". L'échelle Saffir-Simpson sur la force des ouragans va de 1 jusqu'à 5. Ian se dirigeait vers le nord-ouest, en direction de l'Ouest de Cuba et des Iles Caïman avec des vents soutenus de 120 kilomètres/heure, selon le NHC.

FUSILLADE DE LA PRIDE A OSLO:

Deux nouveaux suspects arrêtés

La police norvégienne a annoncé lundi 26 septembre l'arrestation de deux complices présumés de l'auteur de la fusillade qui avait fait deux morts à Oslo fin juin en marge des célébrations de la Marche des fiertés. Mis en cause pour «complicité d'acte

terroriste», les deux suspects ont été interpellés dimanche à Oslo: l'un est un Somalien d'une quarantaine d'années, l'autre un trentenaire norvégien, a indiqué la police d'Oslo dans un communiqué. Leur identité n'a pas été divulguée.

PHILIPPINES :

6 morts lors du passage du typhon Noru (nouveau bilan)

Le typhon Noru, le plus puissant enregistré cette année aux Philippines, a provoqué la mort de six personnes, ont annoncé lundi les autorités. Cinq secouristes ont été tués pendant son passage, alors qu'ils se trouvaient dans un village inondé. "Ils avaient été déployés par le gouvernement provincial dans une zone inondée", à Santa Maria, a dit le lieutenant-colonel Romualdo Andres, chef de la police de la municipalité de San Miguel, près de Manille.

MANIFESTATIONS EN IRAN:

18 journalistes ont été arrêtés depuis le début de la répression

Dix jours après l'annonce de la mort en garde à vue de Masha Amini, les autorités iraniennes continuent de verrouiller l'accès à l'information dans le pays, en multipliant les arrestations de journalistes, signale le Comité pour la protection des journalistes. Les autorités iraniennes ont arrêté 18 journalistes depuis le début des manifestations déclenchées par la mort en détention d'une jeune femme arrêtée par la police des mœurs, a annoncé lundi 26 septembre le Comité pour la protection des journalistes (CPI).

COREE DU SUD :

2 morts et un blessé dans un incendie dans le centre du pays

Un incendie s'est déclaré lundi dans un centre commercial à Daejeon au centre du pays, faisant deux morts et un blessé, tandis que quatre personnes sont portées disparues, a indiqué l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. Deux hommes, retrouvés gravement blessés et envoyés à l'hôpital, ont succombé à leurs blessures. Un autre homme est toujours sous traitement médical après avoir été grièvement blessé. Quatre autres employés du centre commercial sont toujours portés disparus, alors que quelque 110 personnes, principalement des employés, ont été évacuées.

PAKISTAN :

Six morts dans l'accident d'un hélicoptère, deuxième en plus d'un mois

Six militaires, dont deux hauts gradés, ont été tués dans le crash d'un hélicoptère de l'armée pakistanaise dans le sud-ouest du pays, a annoncé l'armée lundi, un peu plus d'un mois après un accident similaire. Les six officiers et soldats qui se trouvaient à bord "ont embrassé le 'shahadat' (martyre) dans le crash", a déclaré l'armée dans un communiqué.

L'hélicoptère s'est écrasé près de Khost, une petite ville située dans la province du Baloutchistan qui borde l'Afghanistan et l'Iran.